

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 10 OCTOBRE 1978 - N° 765

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

## Les travailleurs en lutte contre le chômage

- Premier acquis  
dans les centres de tri parisiens Lire page 8
- Grèves illimitées  
dans la réparation navale marseillaise
- Plusieurs manifestations contre le chômage

### IRAN

#### VAGUE DE GREVES DANS TOUT LE PAYS

#### Khomeiny interdit de parole par Giscard



L'Iran est secoué par une vague de grèves sans précédent, qui rassemble dans ce mouvement les ouvriers du pétrole, les employés des postes, du téléphone, de la radio-télévision, de l'éducation nationale, les étudiants et les lycéens. Réfugié à Paris, l'Ayatollah Khomeiny s'est vu interdit de parole sous menace d'expulsion de la part du gouvernement de Giscard.

Lire page 2

On n'en est pas encore à une grande vague de grèves en France. Depuis la rentrée pourtant, les choses mûrissent, les travailleurs débattent largement de la question de lutter; certains ont commencé. Au centre des revendications: l'emploi.

Sous des formes parfois différentes, les luttes qui se mènent actuellement tournent toutes autour de la question du chômage. C'est qu'il atteint des sommets vertigineux. Dans bien des cas, les travailleurs sont le dos au mur, dans des villes asphyxiées par le chômage, où pas une perspective d'emploi n'existe; c'est le cas au Puy, par exemple. Là, des syndicalistes n'attendent plus le bon vouloir des confédérations et prennent des initiatives.

Dans les centres de tri parisiens, les postiers réclamaient depuis longtemps l'augmentation des effectifs. Las d'attendre, ils engagent des luttes et marquent des points. Les cheminots eux-aussi se battent pour l'emploi.

Dans la réparation navale marseillaise, la tension monte à nouveau. Les 3 600 salariés de ce secteur sont en grève illimitée depuis lundi matin. Malgré l'hypothèse que fait peser sur leur lutte l'hégémonie du PCF dans le secteur, ils manifestent ainsi leur combativité.

Grèves, manifestations, occupations... premières ripostes qui ne peuvent aller qu'en se développant dans les semaines qui viennent contre le chômage.

### Cessez-le-feu fragile au Liban

Demandé par une résolution du Conseil de Sécurité, votée à l'unanimité, le cessez-le-feu semble appliqué à Beyrouth depuis samedi, à la suite de la décision du président syrien Assad de l'accepter. Les discussions entre les chefs d'Etat syrien et libanais se sont poursuivies dimanche à Damas où le président Assad a reçu Yasser Arafat. Mais le cessez-le-feu qui jusqu'à maintenant semble largement respecté n'est pas le premier au Liban. Vu la persistance des facteurs de guerre ne risque-t-il pas de subir le même sort que ceux qui l'ont précédé ?

Lire page 12

### Mobilisation soutenue dans les lycées

Les mouvements de grève dans l'enseignement semblent devoir se poursuivre dans les jours qui viennent. Le mouvement ne touche d'ailleurs plus seulement la région parisienne, mais en province aussi des manifestations sont organisées comme à Avignon, vendredi. Il semble que l'idée que le mouvement ne pourra vaincre s'il reste cantonné à l'enseignement fasse son chemin...

Lire page 6

### Un Mig éthiopien abattu en Erythrée

Un Mig des forces aériennes éthiopiennes a été abattu samedi, près d'Asmara. A Diga dans la même région, le FPLE annonce la destruction de 4 camps militaires éthiopiens.

### 5 000 personnes au Larzac

Près de 5 000 personnes se sont déplacées ce week-end pour aller protester sur place contre l'extension du camp militaire du Larzac. On comptait plus de tracteurs que lors des mobilisations précédentes. Une journée nationale d'action contre l'extension du camp militaire est prévue pour le 28 octobre.

### Foyer Sonacotra : élargir la mobilisation faire échec aux expulsions

Lire l'interview du Comité de Coordination  
en page 7

- Jacques Brel s'est éteint  
lundi matin à Paris



La tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du PCR ml est ouverte aux organisations du Parti, à ses sympathisants et ses amis. Dans ce cadre, les nombreuses contributions qui sont attendues pourront être publiées selon l'ordre et l'intérêt de la

# Tribune de discussion pour le 3<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Révolutionnaire m-l

discussion. Le camarade Jacques Wandler, membre du Comité Central et chargé par lui de cette tâche, répondra chaque fois que cela sera utile à ces contributions pour éclairer le sens des modifications dans le projet et éventuellement, les développer.

## Réflexions sur l'opposition syndicale aujourd'hui

Le mouvement ouvrier français a déjà une longue histoire. Le *Manifeste pour le socialisme* édité par notre Parti en a tracé à grands traits mais avec rigueur les étapes essentielles, ces grands moments où «la révolution est venue frapper à notre porte». La classe ouvrière de notre pays a tiré de ses sévères (mais profondes) expériences des enseignements pratiques : elle a acquis une solide capacité de lutte que n'ont éteinte ni les échecs amers, notamment d'après la libération nationale, ni la «gymnastique» des tactiques illusives des partis dits de gauche. Ni embourgeoisée ni intégrée, la classe ouvrière de France (c'est-à-dire avec en son sein l'importante composante de nos frères immigrés) a su trouver en elle-même la ressource de faire face à la volonté de l'impérialisme français de lui faire payer la crise. Des grèves, des occupations, des manifestations voire des séquestrations, il y en a eu : les pages de notre *Quotidien* en rendent témoignage ! Pourtant les plans Barre sont passés dans la vie sur de nombreux points déjà, contribuant à accroître le

poinds de l'austérité et du chômage. Alors, certains aujourd'hui s'interrogent, s'inquiètent même. Dans les entreprises les organisations de masse que les travailleurs se sont donnés il y a près d'un siècle pour mener la lutte quotidienne, pied à pied, contre le capital (les syndicats) sont quelque peu désorientées. Depuis 1968, des travailleurs les abandonnent ; et surtout depuis 1976, dans le contexte d'attentisme électoral puis de remise en question d'après mars 78...

Déjà pointent des tentations de «théoriser» à la hâte telle perte d'influence aux élections professionnelles (au demeurant indépassable), telle difficulté (bien réelle) de recrutement syndical. D'aucuns, par le passé, ont déjà fait bien du tort au marxisme-léninisme et, partant, à l'influence révolutionnaire dans les masses, en prônant la fuite des syndicats et l'édification miraculeuse de nouvelles organisations «rouges», «de lutte» ou «ouvrières», bâties en fait à l'écart des travailleurs. En revoilà aujourd'hui (et parfois ce sont les mêmes, décidément incorrigibles) qui nous prêchent «l'intégration définitive des syn-

dicats à l'appareil d'Etat bourgeois» et leur destruction, soi-disant «pour mener à bien la Révolution»...

Face à cela, mesurons donc ce que signifie concrètement l'affirmation de notre projet de Programme : «la contradiction s'est accrue entre les travailleurs et la pratique (...) du révisionnisme et des réformistes de la CGT et de la CFDT» :

Certes une désaffection certaine vis-à-vis de confédération (en dépit des redondances sur les résultats de «bataille du renforcement» problématiques) traduit à sa manière cette contradiction croissante. Mais si l'on se place sur le terrain de la qualité de l'opposition au révisionnisme et au réformisme dans notre pays, où est l'avancée ? D'ailleurs est-il donc si net et si flatteur le bilan (esquissé mais encore jamais tiré à fond) de la scission CGTU de 1921-22, opérée dans le feu des «certitudes» d'un développement rapide de la Révolution en Europe, à la suite du bolchévisme victorieux ?

Où sont-ils donc aujourd'hui tous ces travail-

leurs qui, écœurés du passage du PCF au gouvernement («la grève c'est l'arme des trusts», se sont retrouvés meurtris et désemparés à l'hiver 47 après un automne de luttes dures et la scission au bout du compte ?

Beaucoup sont restés sur le bord du chemin. Ceux-là n'ont rien construit et restent les mains vides, avec leurs espérances révolutionnaires déçues. Il y a mieux à faire, décidément !

Car l'autre aspect — positif — de la contestation croissante des orientations syndicales dominées par le révisionnisme et la social-démocratie, c'est l'aiguinement des luttes internes aux confédérations : sur quelle ligne se battre ? Comment mener et unir les batailles revendicatives ? Comment les lier aux aspirations globales à une transformation radicale de la société et au «pouvoir des travailleurs» ? Quel rôle là dedans pour le prolétariat ? Autant de questions de plus en plus largement sur le tapis. Et ce n'est pas le 40<sup>e</sup> Congrès CGT prochain qui peut le démentir alors que, partant des interrogations sur la

démocratie syndicale et la référence officielle à l'URSS, ces questions précisément émergent enfin ! Bien sûr tout cela vient souvent en vrac et formulé de manière ambiguë (quelle auberge espagnole souvent que ce «socialisme», ce «pouvoir des travailleurs» dont beaucoup parlent !)...

Mais si l'on s'en tenait là, si l'on ne mesurait l'avancée de l'opposition au réformisme et surtout au révisionnisme qu'à la progression propre des communistes et de leur influence organisée dans le syndicat, ne donnerait-on pas, en fait, raison aux «déserteurs» du syndicalisme, aux sectaires qui rêvent d'une des ces «union ouvrière toute neuve, propre» que raillait déjà dans *La maladie infantile du communisme, le gauchisme* ? Car alors l'alternative tangible à la main mise du PCF et du PS sur nos syndicats seraient encore modeste ; trop en tout cas pour espérer rendre confiance et rallier largement...

Voilà précisément pourquoi il ne faut jamais perdre de vue ce fait fon-

damental, relevé initialement, à savoir l'expérience accumulée par la classe ouvrière de France. Tout ce que les luttes prolétariennes et le débat d'idées mené de longue date dans ses rangs lui ont appris est présent dans l'actuelle confrontation au sein des confédérations. De nombreux syndicalistes ont su s'en saisir pour fonder leur activité d'opposition au révisionnisme et au réformisme. Et même si cette démarche, part plus de constats pratiques que d'une analyse cohérente, sachons en tirer tout l'apport. Quand bien même la structuration de cette opposition est-elle velleitaire et embryonnaire, sachons nous inscrire dans cet effort. On ne peut ni ne doit nier l'affirmation, complexe mais riche de développement, d'un courant syndicaliste révolutionnaire sans parti. Car c'est bien — comme le propose le projet de programme — en l'appuyant et en aidant (de l'intérieur) à sa clarification que le PCR ml permettra que s'affirme sans cesse davantage «une alternative révolutionnaire dans le syndicat» !

J.F. (St Etienne)

La rentrée universitaire a été marquée, dimanche à Téhéran, par de violents affrontements entre les étudiants et la police. Dimanche également, la police a ouvert le feu sur les manifestants dans la ville de Babol, sur les bords de la mer Caspienne. Dans cette ville qui n'était pas sous le régime de la loi martiale, plusieurs manifestants ont été tués. D'autre part, une vague de grèves secoue actuellement l'Iran au point que le gouvernement de Sharif Emani voit ses jours comptés, dans les milieux politiques iraniens on parle à nouveau de son remplacement par Amini, ancien Premier ministre qui pourrait concéder quelques réformes et aurait l'appui de l'impérialisme US. Dans un communiqué publié à Paris, le Comité pour la Défense et la Promotion des Droits de l'Homme en Iran a déclaré : «La vague de grèves déclenchée depuis une se-

Tandis qu'en Iran le mouvement de grèves prend de l'ampleur

## KHOMEINY INTERDIT DE PAROLE PAR GISCARD

● Vendredi soir, l'Ayatollah Khomeiny, porte-paroles de l'opposition religieuse en Iran est arrivé à Paris où il a été accueilli par ses amis. Après 13 ans d'exil en Irak, le chef religieux, chassé de ce pays sous la pression du Shah risque de ne pas pouvoir rester en France au-delà des 3 mois accordés par son passeport. Dès son arrivée à Paris, des

chauffeurs de taxi de Téhéran, les enseignants, les élèves, les étudiants et les employés de l'éducation nationale, les employés de Lion et Soleil (Croix Rouge iranienne) et les employés des différents hôpitaux se sont mis en grève. En même temps que la grève

générale s'installe ainsi à travers tout le pays, des manifestations se sont déroulées à plusieurs endroits : à Téhéran et dans les villes de Zandjan, Khorramabad, Babol, Anol et Naine. Le voyage de l'Ayatollah Khomeiny et son arrivée à Paris suscitent

émisaires de l'Elysée lui ont signifié qu'il ne devait faire aucune déclaration, n'accorder aucune interview, et ne publier aucun document sous peine d'expulsion. Les échanges économiques importants entre la France et l'Iran, expliquent cette atteinte au droit d'asile dont Giscard se rend coupable pour contenter le Shah.

par ailleurs une grande émotion en Iran où le Front National a publié, samedi matin, une déclaration dans laquelle tout en condamnant l'attitude du gouvernement irakien à l'égard de l'Ayatollah Khomeiny, il demande à l'opinion publique et aux au-

torités françaises de faire un bon accueil à celui-ci en lui assurant la liberté de mouvement et de paroles. Respecter l'Ayatollah Khomeiny, c'est respecter la résistance du peuple iranien face à la dictature».

### ● JOURNÉE D'AMITIÉ FRANCO-CHINOISE

Nous rendrons compte dans notre prochaine édition de la journée d'amitié franco-chinoise qui s'est déroulée samedi, à la Mutualité à Paris, et au cours de laquelle une assistance nombreuse est venue exprimer son soutien à la République Populaire de Chine.

# Comme Barre et Stoléru LE PCF SOUHAITE «UNE VÉRITABLE POLITIQUE DE RETOUR AU PAYS» POUR LES IMMIGRÉS

Les propos de Barre annonçant de nouvelles mesures contre l'immigration (voir QdP du 7 octobre) suscitent déjà de nombreuses réactions d'hostilité et de révolte. Le groupe parlementaire du PCF vient lui aussi de réagir, sous la forme d'un communiqué

La position du PCF envers l'immigration a toujours été d'une très grande ambiguïté. Si les luttes des travailleurs immigrés ont parfois amené le PCF à apporter un soutien en paroles, les contradictions, elles, ont toujours été nombreuses. L'hostilité à peine camouflée du PCF à la lutte des résidents des foyers Sonacotra en est un exemple probant. En retour, cette hostilité crée d'ailleurs des contradictions au sein du PCF lui-même (QdP du 30 septembre). Le fait que les travailleurs immigrés refusent la mainmise du PCF, le fait qu'ils ne votent pas, le fait qu'ils fassent généralement partie de ces couches de la classe ouvrière, les plus exploitées, qui entrent nettement en contradiction avec l'ouverture du PCF aux cadres et autres ingénieurs, tout cela concourt à creuser le fossé entre le parti révisionniste et les travailleurs immigrés.

Plus fondamentalement, il y a la position politique du PCF envers l'immigration. Quand les députés de ce parti se prononcent «contre toute nouvelle immigration», quand ils se

prononcent pour «une véritable politique de retour», ils ne font que reprendre ce qui est le fondement de l'attitude du parti de Marchais envers l'immigration.

## AU NOM DE L'INTÉRÊT NATIONAL...

En novembre 77, à un moment où le PCF espérait encore parvenir au pouvoir, à un moment donc où il figeait son projet, Colpin, membre du BP, avait explicité la politique de son parti envers l'immigration. Il se prononçait contre les mesures Stoléru, mais il faut voir pour quoi :

— parce que ces mesures ont un caractère raciste, «ce qui porte un lourd préjudice au rayonnement de la France dans le monde».

— parce que «le départ de 150 000 immigrés ne fournirait que 10 000 emplois pour les travailleurs français».

— parce que leur départ «porterait de surcroît un préjudice grave à notre économie. Les travailleurs immigrés construisent une

maison sur deux, une automobile sur trois, 90 km d'autoroute sur 100».

— enfin, aider au départ des immigrés, «c'est mettre en cause leur contribution irremplaçable au maintien de la production dans de nombreux secteurs économiques décisifs».

— maison sur deux, une automobile sur trois, 90 km d'autoroute sur 100».

— enfin, aider au départ des immigrés, «c'est mettre en cause leur contribution irremplaçable au maintien de la production dans de nombreux secteurs économiques décisifs».

Nous y voilà ! ce qui détermine le PCF par rapport aux mesures du gouvernement, ce qui le détermine plus généralement par rapport aux travailleurs immigrés, c'est la place que ceux-ci occupent dans l'appareil de production national. On en revient au «fabriquons français», qui substitue «l'intérêt national» aux intérêts propres de la classe ouvrière, on en revient aux campagnes chauvines du PCF à propos de l'élargissement du marché commun, à la «défense de l'agriculture française» en passant sous silence les différenciations de classes à l'intérieur de la paysannerie, etc... on en revient enfin au projet politique même du PCF, qui consiste à essayer de placer l'impérialisme français en meilleure posture face à ces concurrents.

## DANS LE CAMP DE LA BOURGEOISIE

L'existence simultanée en France, aujourd'hui, d'un important contingent d'immigrés et d'un important contingent de chômeurs peut amener deux types de réponse ; celle de la bourgeoisie au pouvoir, qui, au delà des nuances, en vient à dire que la diminution du nombre d'immigrés amènerait automatiquement une diminution du nombre des chômeurs ; celle aussi des travailleurs ou des révolutionnaires, pour qui c'est bien la bourgeoisie qui est responsable du chômage, comme des conditions de vie et de travail scandaleuses de nos frères de classe les immigrés.

Au nom d'une «prise en compte des problèmes économiques», au nom d'un pseudo intérêt national qui unirait patrons et ouvriers, le PCF apporte au problème de l'immigration la réponse de la bourgeoisie.

Nicolas DUVALLOIS

## Réactions à un coup de sonde

Après le sondage du *Matin* sur les chances de perspectives de Mitterrand et Rocard pour les élections présidentielles, l'un des intéressés, Rocard, a pris position sur le sondage, déclarant : «Ces sondages ne rendent pas service à la démocratie», et ajoutant : «Pour le moment, François Mitterrand est premier secrétaire du PS, c'est à lui qu'il incombe de dire s'il est candidat ou non à l'élection présidentielle de 1981». Rocard a également annoncé qu'il ne serait pas candidat aux élections européennes, pour ne pas cumuler les mandats.

Sur le même sondage, Estier a déclaré : «Je suis d'accord avec Rocard, ce sondage ne sert pas la démocratie». Ajoutant quelques amabilités : «C'est surtout la droite qui préfère Rocard. Or, dans l'isolement, la droite préfère Giscard. C'est donc Mitterrand qui reste le mieux placé comme candidat de la gauche à l'élection présidentielle».

## Rhône : règlement de comptes au PS

Cinq des treize secrétaires fédéraux du PS du Rhône ont été démis de leurs fonctions par le premier secrétaire, Roland Bernard. Il leur est reproché «d'avoir entamé la cohésion du courant majoritaire sur des problèmes de fonctionnement». Il n'y aurait pas de raisons vraiment politiques à ces rétrogradations, selon les dirigeants de la fédération. Les cinq secrétaires fédéraux écartés de leurs fonctions ont déclaré : «La décision prise à notre encontre est nulle et non avenue parce qu'anti-statutaire». Ils affirment leurs intentions de porter le débat devant les militants et les instances du parti socialiste.

## Citations abusives

Ces derniers temps, *L'Humanité* avait fait grand cas dans ses colonnes de déclarations de Chevènement, estimant qu'elles «confortaient» les arguments du PCF sur le virage à droite du PS. La manœuvre étant un peu grosse, Chevènement a dû protester contre cette utilisation de ses propos, écrivant notamment : «Les erreurs du PS n'excluent malheureusement pas celles du PCF». Et de rappeler qu'il était bien militant du PS, et non du PCF. Certains auraient pu s'y tromper.

## Débat sur le financement de la campagne électorale européenne

Vendredi dernier, Debré a vigoureusement protesté contre les modalités du financement de la campagne pour l'élection au Parlement européen. Il a déclaré refuser qu'«une commission d'étrangers, présidée par un étranger puisse distribuer des sommes qui, provenant de fonds perçus pour des affectations précises par les traités, ne peuvent être distribuées pour une propagande électorale sans approbation de l'Assemblée nationale ou du Sénat».

## Re-polémique autour du conseil constitutionnel

Suite à l'invalidation par le Conseil constitutionnel de l'élection de Christian de la Malène, Chirac avait virulemment mis en cause non pas l'institution, mais les hommes qui la composent, en particulier son président Roger Frey. Guichard vient à la rescousse de ce dernier, en écrivant dans un journal local : «Si l'on veut que l'institution conserve sa dignité, il faut accorder aux hommes le crédit de leur honneur. Ou alors il faut des raisons graves, et s'en expliquer publiquement. L'insinuation n'est pas de bonne méthode. Elle ne peut en tout cas toucher Roger Frey, premier secrétaire général de l'UNR en 1958, que la confiance du général de Gaulle a gardé six ans au ministère de l'Intérieur et que celle de Georges Pompidou a placé à la présidence du Conseil constitutionnel.» Un épisode de plus de la petite guerre qui oppose Chirac aux «gaullistes historiques.»

## RESTRICTION DE L'AFFICHAGE

Le Sénat a adopté le projet de loi gouvernemental visant à restreindre l'affichage, notamment politique, en imposant des amendes très lourdes pour les contrevenants. Face à cette atteinte aux libertés démocratiques, le PS a jugé utile de s'abstenir.

## BIGEARD ET LES VACHES

Le général Bigeard, toujours fidèle à lui-même, a déclaré récemment : «Marchais parle des travailleurs, mais moi je suis fils du peuple. Je lui propose un face à face télévisé : on amènera une vache sur le plateau et on verra lequel des deux sera capable de la traire».

## PCI - PCF : des contradictions derrière les sourires

A l'issue de leurs entretiens, Marchais et Berlinguer ont publié un communiqué commun, qui déclare notamment : «Les deux dirigeants ont réaffirmé leur commune volonté d'agir, dans les conditions propres à leurs pays respectifs, pour les intérêts immédiats de leurs peuples, en même temps que pour des réformes démocratiques profondes répondant aux problèmes fondamentaux de l'Italie et de la France. Ils soulignent qu'au cœur de la stratégie de leurs partis se trouve leur choix d'une voie démocratique vers un socialisme fondé sur la démocratie et le pluralisme. Cette orientation irréversible — qui a été réaffirmée par la déclaration tripartite de Madrid en mars 1977 et qui est à la base de ce qui est appelé l'eurocommunisme — est mise en

œuvre en toute indépendance dans l'activité politique des deux partis (...). Une attention particulière a été consacrée à la préparation de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Les communistes italiens et français, prenant en compte la diversité des conditions dans lesquelles leurs partis développent leur politique et la diversité des positions existant sur certains aspects de la politique communautaire, sont résolus à faire de cette consultation un moment important de leur lutte pour faire prévaloir des orientations économiques et progressistes capables de donner une réponse positive aux grands problèmes posés par la crise dans les pays respectifs au niveau européen.»

Ce texte est surtout un

constat de désaccord. Malgré des affirmations répétées sur la volonté de «prendre des initiatives communes», les deux partis sont en contradiction sur l'élargissement de la communauté européenne. Sous couvert de défendre «les intérêts immédiats de leurs peuples», le PCF et le PCI s'opposent de façon irréductible sur cette question, le PCI ayant une position proche de celle du PCE.

Notons que, sur les problèmes de politique intérieure, les deux partis se sont déclarés pour la recherche de «l'union des forces de gauche et démocratiques». L'accord sur ce point est tout aussi superficiel, l'Union de la gauche saucée PCF n'ayant qu'un lointain rapport avec le compromis historique pratiqué en Italie.

## Remous dans le PS en Alsace

Après la Fête de la Rose en Alsace, les remous et les attaques se multiplient dans la fédération du PS. Après un article de Kaspar dans *Le Travailleur d'Alsace* (organe de la CFDT), où il analysait les raisons de l'échec de la gauche en mars dernier à partir du contenu du programme commun, Wemaere, secrétaire fédéral à l'action politique (de tendance Cérés) attaque virulemment cet article. Il est rejoint dans sa position par Wendling, chargé des relations extérieures de la fédération ; en même temps, ce dernier annonce à Wittenheim sa candidature à l'élection pour le Parlement européen.

Ces prises de position sont immédiatement con-

testées par un autre militant, Jaegli, ex-secrétaire de la section d'entreprise de la Société alsacienne de construction mécanique, et par ailleurs membre de la Commission fédérale des conflits du PS. Ce dernier a vivement réagi, rappelant qu'il existait des statuts au PS, que chaque militant peut être candidat à la candidature, et se demandant qui a voté pour cette désignation. «*J'ai cru, devait-il déclarer, entendre un conte de fées, un retour à l'histoire de France, où les rois choisissaient leurs prévôts.*» Et d'appeler les militants à rejeter cette candidature, ajoutant que pour sa part, il préférerait que ce candidat soit une femme ou un syndicaliste.

## Rocard libertaire ?

Dans un article publié dans *La lettre des Républicains* (organe du PR), Alice Saunier-Seïté écrit notamment : «*Ce que propose M. Rocard n'est pas un souffle et n'est pas nouveau. C'est le vieux mythe de l'autogestion des associationnistes libertaires des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles et du misérabilisme anarchiste de Fourier et de Proudhon.*» Elle ajoute : «*Le socle construit par M. Rocard, bien qu'il emprunte quelques pierres du plan Barre, est un socle d'argile. M. Rocard est dans la ligne des utopistes qui n'ont jamais accédé au pouvoir en France.*»

## Le plan acier devant l'Assemblée

### UNE MONOPOLISATION ENCORE PLUS POUSSÉE

● **Lundi et mardi, l'Assemblée Nationale devait discuter du plan acier du gouvernement. Il s'agit pour l'État de prendre des participations dans l'industrie sidérurgique afin de tenter d'assainir un des secteurs les plus malades de l'économie.**

Le prix à payer sera particulièrement lourd pour les travailleurs. Les maîtres des forges en ce qui les concernent ne sont pas trop satisfaits car ils se voient ainsi dépossédés d'une partie de leur pouvoir. Rappelons les lignes directrices du plan proposé par le gouvernement à la discussion des députés :

1. **Regagner la confiance des épargnants :** il s'agit de permettre à l'industrie sidérurgique de rembourser ses créanciers. Pour ce faire, le gouvernement propose de remplacer le Groupement d'Industrie Sidérurgique (GIS) par une Caisse d'Amortissement pour l'Acier (CAPA) qui pourra soit recevoir des prêts du Trésor soit emprunter sur les marchés avec les garanties de l'État.

2. **Remplacer les anciens actionnaires par les créanciers.** Ce sera désormais les anciens cré-

anciers c'est-à-dire les banques (Crédit Lyonnais, Parisbas, BNP, Société Générale) pour 30 %, l'État pour 15 %, le Crédit National pour 10 % ; la Caisse des Dépôts pour 30 %, les actionnaires du GIS (groupement des industries sidérurgiques) qui contrôleront, si le projet du gouvernement est voté par l'Assemblée, les trois principales sociétés productrices d'acier en France (Usinor, Sacilor et Châtillon-Neuves Maisons) ainsi que les deux sociétés coopératives qu'elles contrôlent (Soillac et Solmer (fos)).

3. **Licencier massivement :** Ces mesures économiques et financières étant prises, il s'agit pour l'État capitaliste de «*dégraisser*» les effectifs de manière suffisamment importante pour que le prix de production de l'acier français devienne compétitif par rapport à ses concurrents étrangers. Dans les milieux dits «*bien informés*» on parle de 20 à 30 000 licenciements d'ici 1983.

Les organisations syndicales envisageraient d'organiser une consultation individuelle — par questionnaire — des travailleurs de la sidérurgie sur la suite à donner aux actions de la fin septembre.

# LE CERES A LA CROISÉE DES CHEMINS

Georges Sarre vient de faire connaître le sentiment du Cérés au sujet de la querelle Mitterrand-Rocard : «*Ils sont tous les deux archaïques.*» Si elle ne vaut pas grand chose, la formule a au moins le mérite de rappeler l'existence du Cérés, quelque peu discret ces temps-ci. *L'Humanité* a aussi contribué à cette réapparition, en se plaignant du fait qu'un article de Chevènement, paru dans *Repères* a été passé sous silence par les «*complotiers*» de la presse. Et *L'Humanité* de préciser : «*Cet article confortait notre analyse.*» On ne saurait mieux dire.

Depuis plusieurs années, le Cérés a eu comme axe unique l'Union de la gauche autour du Programme commun. On conçoit que l'échec de la gauche en mars dernier lui a porté un coup plus qu'à tout autre.

Vacillant, déchiré par des contradictions internes nées de l'échec et exprimées vigoureusement au cours du «*colloque*» de juin, le Cérés tente aujourd'hui de refaire surface. Pour cela, il lui faut à la fois reconstruire — ou tenter de reconstruire — sa cohésion interne, réenvisager sa stratégie au sein du PS, et enfin définir des thèmes de propagande et d'action qui lui soient propres.

Aucun de ces objectifs n'est acquis, loin s'en faut.

## LA NOUVELLE «PETITE BOURGEOISIE»

L'unité interne du Cérés tout d'abord : il existe en ce moment au sein du Cérés un courant qui, ébranlé par les résultats de mars, est enclin à penser que le suivisme à l'égard du PCF n'était pas la bonne solution.

Des gens comme Guidoni ou Pierrat, tous les deux nouveaux députés, s'éloignent progressivement du Cérés. Ils mettent l'accent sur la nécessité d'*«être réalistes»* et sur leurs «*devoirs d'élus.*» Pour parer le coup, les idéologues du Cérés ont mis au point la théorie de «*la nouvelle petite bourgeoisie.*» Schématiquement, cette «*nouvelle petite bourgeoisie*», ce se-

raient des gens qui, influencés par la gauche américaine (1), privilégieraient les revendications ou aspirations dites «*qualitatives*» au véritable changement de société. Pour fumeuse qu'elle soit, cette théorie permet au Cérés de vilipender ceux qui, en son sein, sont séduits par les thèses... de Rocard, car c'est bien de lui dont il s'agit !

## LA «PSUisation»

Deuxième objectif de Chevènement et de ses amis : la lutte à l'intérieur du PS. Selon le Cérés, il y a aujourd'hui trois lignes dans le PS : la ligne Mitterrand, qui dit «*oui*» à l'Union, et «*non*» à la rupture avec le capitalisme, la ligne Rocard, qui dit «*non*» aux deux, et la ligne du Cérés, qui dit «*oui*» aux deux. L'ennemi principal est donc situé : c'est Rocard. Le Cérés entend donc s'appuyer — avec précaution — sur Mitterrand pour combattre la ligne Rocard. Pour la battre, mais aussi pour éviter la marginalisation du Cérés, ce que Chevènement appelle, avec une connaissance aigüe du borbier

social-démocrate, la «*PSUisation*».

## PERSPECTIVES ? NÉANT

En dehors de ces gre nouillages internes, quelle sera l'activité du Cérés ? Là, visiblement, nos sociaux-démocrates de gauche sont moins à l'aise. Ils sont disposés (pas tous, il est vrai) à mener campagne contre les conséquences de l'élargissement du marché commun, comme ils sont disposés à reconstruire l'Union de la gauche, «*sur des bases plus solides*» disent-ils, c'est-à-dire en s'appuyant sur les luttes dans lesquelles ils pourraient être présents.

Cette absence de perspectives, ces maigres et illusoire propositions, on connaît déjà, elles ont été mises en avant par le PCF après mars. Décidément, avec ses tranches anti-rocardiennes, avec son vide politique, avec son obsession de la persécution dont il serait victime, le Cérés continue de suivre — de singer — le PCF. L'avenir s'annonce sombre pour Chevènement, Motchane, Sarre et les autres.

## ● Mitterrand répond aux attaques de Maire

Le PS tenait le week-end dernier un stage national afin de lancer sa campagne d'implantation dans les entreprises. Il s'agit pour le parti de Mitterrand de contrebalancer l'influence du PCF dans ce domaine. Rappelons que le PS déclare 1 200 sections d'entreprise alors que le PCF cite le chiffre de 12 000 cellules (lycées, universités et ministères... compris). En voulant démentir qu'il s'agissait de rivaliser avec Marchais, Mitterrand confirmait que c'est bien de cela qu'il s'agit : «*Il n'est pas question de nous placer en adversaire du parti communiste mais en adversaire du capitalisme. Cela dit, nous cherchons effectivement à être les meilleurs défenseurs des travailleurs.*» Mitterrand n'a pas pu s'empêcher de répondre assez durement au secrétaire général de la CFDT, Edmond Maire. Celui-ci avait reproché au PS de ne pas avoir voté la réforme des prud'hommes proposée au parlement, «*de mal connaître le dossier*» et d'avoir ainsi «*cédé à la pression du PCF*» ; «*Ce sont des propos inacceptables Edmond Maire a agi avec inconséquence dans cette affaire*» a déclaré Mitterrand. Ce faisant, pas de doute qu'il exprimait son désarroi devant l'influence importante des partisans de Rocard et de Chevènement au sein de la centrale de la rue Cadet.

## ● Les criaileries du CDS

«*Le CDS doit s'exprimer et apparaître à tous comme l'aile la plus à gauche de la majorité, comme une passerelle avec les socialistes raisonnables*», a déclaré Monory, samedi, devant le conseil politique de son mouvement. Selon lui, le CDS doit «*apporter sa contribution positive au mouvement giscardien, mais il doit être un partenaire exigeant et ne pas transiger sur ses aspirations profondes de justice et de lutte contre les privilèges.*»

Diligent a alors pris le relais pour regretter que le gouvernement «*n'ait pas encore réussi sa politique tendue vers le respect de l'homme et de la famille. Nous ne sommes pas à l'UDF pour servir de caution à je ne sais quelle droite orléaniste face à une droite populaire. Nous ne sommes pas là pour appuyer la revanche d'un libéralisme dépassé par un collectivisme archaïque.*»

Manifestement le CDS semble vouloir paraître occuper un créneau dans l'UDF qui ne se situe pas loin du soutien critique. Un seul ennui pour le mouvement centriste, le président de l'UDF, Lecanuet, est le responsable le plus connu du CDS.

## ● Une nouvelle qui va faire plaisir à Marchais

Le comité de rédaction du très social démocrate *Matin de Paris* vient de s'enrichir d'un nouveau journaliste, historien de son état, vice président du Centre d'étude et de recherche «*marxiste*» (CERM) : Jean Elleinstein.

Il commence dans le numéro du 9 octobre par un article sur le marxisme et le christianisme. Dorénavant «*il découvrira pour le Matin la première puissance capitaliste du monde*» Le dissident du PCF se rend en effet pour deux mois aux USA.

## ● Elleinstein et la campagne «anti-communiste»

Dans un article paru dans *Paris Match*, Elleinstein remet en cause les positions des dirigeants de son parti, qui attribuent les récents reculs électoraux du PCF à une campagne anti-communiste. Pour lui «*on ne peut se contenter, pour expliquer les difficultés actuelles, d'en rendre responsables les médias, les journaux, les journalistes et la campagne anti-communiste.*» Selon Elleinstein, «*c'est l'aptitude des communistes à éclairer leurs propos qui est en cause, car tout sectarisme de leur part facilite une campagne au demeurant permanente. La mentalité de défenseurs d'une forteresse assiégée pèse lourdement sur le PCF.*»

## ● Plissonnier et le chauvinisme

«*Le parti communiste rejette toutes les formes de chauvinisme.*» Cette brillante déclaration, faite à Chambéry, émane de Gaston Plissonnier, membre du Bureau Politique du PCF. Les dépêches d'agence n'indiquent pas s'il s'est ensuite lancé dans un interminable discours sur le thème : «*Fabriquons français.*»

● Des renforts de police pour les brigades de surveillance du Val de Marne à partir du mois d'octobre ; en novembre, un commissariat ouvrira Charenton et Maisons-Alfort. Des chantiers de futurs commissariats démarreront dès le mois de novembre à Cachan, au Kremlin-Bicêtre et le Perreux. Ces commissariats ouvriront dans un an. Un programme est soumis au ministre de l'Intérieur pour l'inscription au budget 1979 de la création de commissariats nouveaux à Vitry, Créteil et Vincennes dans un premier temps puis dans le désordre : Vincennes, Alfortville, Fontenay, Choisy le Roi, Villejuif, Boissy, Arcueil, Gentilly et la Queue en Brie. Toutes ces mesures viennent d'être annoncées par le préfet du Val de Marne dans une récente conférence de presse. Par ailleurs, des expériences «pilote» seront tentées dans le Val de Marne (brigades anti-criminelles de nuit, liaisons radio entre toutes les polices, surveillance de quartiers ou de cités par des «ilottiers»). Ces «expériences» sont des «tests qui seront suivis». Enfin 200 policiers de plus viendront dès 1979 les 2 500 flics déjà en poste.

Commentant ces mesures dans un communiqué la fédération PCF du Val de Marne qui «enregistre avec un intérêt les déclarations du préfet, appelle la population à rester vigilante et à poursuivre son action pour que les mesures annoncées soient effectivement mises en œuvre».

Le *Travailleur*, journal local du PCF, reprend sans prendre aucun recul, les chiffres de criminalité donnés par la préfecture : «Meurtres et vols à main armée ont plus que doublé en trois ans», 7,80 % : c'est le taux de progression de la criminalité, fourni par la préfecture : le *Travailleur* mentionne à côté sans commentaires, le chiffre moyen pour la France : 15,02 % !

#### DES PREUVES ?

Ces deux types de «preuves» n'en sont pas.

— Premièrement, parce qu'il est par trop manipulateur de comparer sans arrêt les chiffres de criminalité en pourcentage et non en valeur absolue. Un exemple : les homicides sont passés de 11 à 24. Même si on doit considérer que ce sont 24 meurtres de trop, ces chiffres restent pour l'essentiel au même niveau. Abordés en termes de doublement, ils prennent immédiatement un tour alarmiste, de nature à alimenter la psychose d'insécurité que cherche à instaurer le pouvoir ! Même chose pour les vols à main armée.

— Deuxièmement, comment peut-on honnêtement se passer de tout commentaires sur le fait que la progression de la criminalité dans le Val de Marne est nettement moins rapide dans ce département que dans l'ensemble du territoire (7,80 % au lieu de 15,02 %). Seulement voilà, la fédération 94 du PCF a fait de la sécurité, un de ses chevaux de bataille essentiels : alors il vaut mieux faire le silence sur tout argument qui serait défavorable à sa campagne. Le PCF nous a habitué à ce genre de manipulations en d'autres circonstances. A noter du reste que le Val de Marne a reculé d'un cran au «classement» de la criminalité par département.

— Troisièmement, comment peut-on reprendre sans vergogne les chiffres

du préfet, alors qu'ils sont pour le moins sujets à caution : on connaît l'habitude qu'ont certains parquets de présenter leurs statistiques de façon alarmante pour justifier par ailleurs l'augmentation de moyens de fonctionnement qu'ils réclament. On sait aussi tout l'intérêt que l'Etat retire de «l'alimentation» nourrie d'une campagne sur l'insécurité, thème cher à Giscard et mis régulièrement en avant pour noyer la question du chômage et de l'insécurité d'emploi qui est celle de millions de travailleurs !

De son côté, le PCF réclame des commissariats là où il dirige des communes ; ayant toujours en tête son projet d'instauration à terme d'un capitalisme d'Etat, il vise par ces commissariats à fabriquer les «interlocuteurs» dont il a besoin pour ouvrir un «dialogue» et une collaboration étroite entre son appareil municipal et la police. Ce qui est une condition indispensable pour qu'il puisse entreprendre de «neutraliser» d'ores et déjà (pour s'en assurer plus tard la fidélité) une partie de l'appareil policier. Travail que le PCF a du reste entamé par ailleurs à l'intérieur de certains syndicats de police, en s'appuyant sur des revendications des plus corporatistes et réactionnaires.

#### LA POLITIQUE DE «PREVENTION» DU PCF

Enfin, il est intéressant de voir ce que la fédération du Val de Marne du PCF entend par une «véritable politique de prévention» d'abord l'utilisation de la police «pour assurer la sécurité des biens publics et privés et non dans la répression sociale et politique». Comment peut-on scinder ces deux aspects, l'expérience historique de la classe ouvrière ayant largement prouvé que la deuxième fonction est la fonction de la police ?

— Ensuite le PCF réclame que «des postes d'ilottiers en contact avec la population soient créés en nombre suffisant».

— Enfin il souhaite le «développement de la vie associative, la concertation des élus avec la population comme avec la police». En notant au passage l'ordre dans lequel sont formulées ces demandes, on peut rappeler les difficultés quotidiennes de la vie associa-

## Relance de la campagne du PCF pour la «sécurité» dans le Val de Marne

# MANIPULATION ET RÉPRESSION

tive dans les municipalités PCF pour les associations qui entrent en contradiction avec la politique de ce parti.

Assimilant les promesses du préfet à «un recul», le *travailleur* conclue sans aucune gêne : «cela prouve s'il en était besoin une fois de plus, que la lutte paye» !

Il en a visiblement besoin, bien heureusement : l'action du collectif populaire contre la répression de Vitry l'a déjà montré et deux lettres publiées par le *Travailleur* du 29 septembre révèlent l'intensité des contradictions que la politique du PCF soulève tant dans ses rangs que dans la population.

Pierre PUJOL



## La politique du PCF rencontre de sérieuses résistances

### «PAS DE FLICS DANS NOS QUARTIERS»

La sécurité, c'est un droit qui n'attend pas, je suis d'accord avec vous. Cela dit, utiliser les flics dans nos quartiers, c'est un comble, à l'heure où les ouvriers se font vider de leurs usines à coups de matraques, je trouve que vous manquez d'esprit de solidarité avec les travailleurs.

«La police avec nous», c'est un slogan qu'on a crié dans les manifestations, sans grand succès d'ailleurs, pour amuser la foule. Au lieu de ça, on les a plus souvent contre nous. De plus, la famille Giscard est

plus agressive que jamais, et comme les flics leur obéissent, ils attrapent la maladie.

Autre chose, je ne comprends pas qu'on ose réclamer des policiers dans les quartiers, c'est la porte ouverte à un contrôle permanent des individus, à la mise en fichier, à la répression sourde.

Ce qu'il faut c'est qu'on règle nos problèmes nous-mêmes, en discutant, en arrêtant le chômage, en changeant de société. Aménager celle existante ne sert à rien, il faut casser les vieux rouages, les remplacer une bonne fois, ce qui permettra de donner à la jeunesse du boulot, des loisirs, des moyens cultu-

rels, et un avenir plein d'espoir.

Voilà comment on vivra en sécurité. Chassons s'il vous plaît l'esprit de collaboration avec les ap-

pareils bourgeois. Tout dépend de la classe ouvrière, c'est par sa lutte que tout se règlera.

Albert GLAM, Ivry.

«... Prétendre renforcer la police pour s'attaquer à la violence est à mon avis dangereux. Dans l'Etat actuel, la police est synonyme de répression et justement de... violence

Renforcer la police, c'est donc donner des moyens encore plus grands à la répression. Il ne faut pas se leurrer. Si le pouvoir équipe sa police, la renforce, ce ne sera pas pour lutter efficacement contre

la violence, mais bien pour renforcer la répression envers les travailleurs. On est habitué ces temps-ci aux interventions policières dans les usines occupées, la présence musclée des CRS dans les manifestations, etc...

Je crois qu'il ne faut pas compter sur le gouvernement actuel pour assurer la sécurité, ni sur sa police !»

M.R.L..., de Choisy

# SACRIFIÉ A LA PRODUCTION :

## Un ouvrier de Renault Billancourt broyé par une chaîne

M. Herrera, père de 2 enfants, ouvrier d'entretien a été tué, jeudi matin, dans des conditions particulièrement révoltantes : graisseur, il devait intervenir sur une chaîne de transport de pièces à couler. L'intervention devait se faire durant la pause de 9 h 30. A la fin de la pause, il n'avait pas fini son graissage, sans qu'on en soit informé, au démarrage de la chaîne. Celle-ci lui a broyé le crâne. Lorsque les ambulanciers sont arrivés, il était mort. La chaîne avait d'ailleurs continué à tourner après l'accident. Les ouvriers de l'atelier ont aussitôt arrêté le travail, et le mouvement s'est étendu à d'autres

chaînes et équipes d'entretien. La direction de la Régie a immédiatement déployé son encadrement pour faire reprendre les autres chaînes, pour ne pas perdre une minute de production. Vendredi, l'heure de grève lancée par les syndicats en fin de poste a été massivement suivie.

L'accident est clairement lié à la conception même de la production et de l'entretien et au mépris de la vie humaine qui la sous-entend : une opération d'entretien effectuée pendant une pause, c'est-à-dire sans arrêt de la production est toujours une source de danger, dans la

mesure où il n'y a pas de lien direct entre l'ouvrier qui opère et la marche de la chaîne. La seule procédure à suivre, selon les syndicats et les ouvriers d'entretien, est d'accorder à l'ouvrier d'entretien lui-même la responsabilité d'arrêter la chaîne. Elle est simple, de bon sens, évite par définition tout risque d'accident de ce genre, mais ne cadre pas avec les impératifs de productivité de la direction de la Régie. Selon la CFDT, ce point est la source de conflits fréquents entre les ouvriers d'entretien et les responsables de la production : hors des cas d'urgence, lorsqu'une équipe d'entretien arrête la production

pour intervenir, la réaction des chefs de production est systématique. Ce qui fait que les ouvriers d'entretien hésitent à procéder de cette façon : chaque matin, par exemple, les graisseurs reçoivent une liste d'opérations à effectuer. L'ordre à suivre est laissé à l'initiative du graisseur, et celui-ci doit utiliser préférentiellement les pauses.

Il est probable que lors du CHS qui doit se réunir ce lundi, et lors de l'enquête judiciaire déjà ouverte la direction de la Régie fera tout pour dégager sa responsabilité. Elle n'en demeure pas moins écrasante.

## LEP d'Aubervilliers

## «ON S'ORGANISE POUR ALLER JUSQU'AU BOUT»

Le LEP Le Corbusier, à Aubervilliers (93), est en grève depuis jeudi dernier, contre les mesures Beullac. Le premier jour de la «rentrée», les profs décidaient d'un mouvement, depuis, ce sont les lycéens qui sont passés à l'offensive, avec le soutien de profs et de parents d'élèves : ils occupent les locaux administratifs nuit et jour, et ont momentanément retenu le proviseur, préparant d'autres actions spectaculaires. Ils sont déterminés à faire aboutir leur mouvement sur leurs revendications.

Le jour de la rentrée, les profs et les lycéens, prenant à nouveau possession de leurs locaux de travail, constatent non sans indignation, que leur établissement est plus que démuné : une terminale de F1 (fabrication mécanique) supprime neuf élèves non admis alors qu'ils avaient été admis en fin d'année dernière par le comité d'établissement ; défaut de matériel : en dessin industriel, ils sont trois élèves par table ; quatorze professeurs manquants, soit 75 heures de cours non assurées ; six maîtres auxiliaires au chômage, alors qu'ils exerçaient l'an dernier ; pas d'infirmière, alors que les machines dans les ateliers présentent de graves dangers pour ceux qui sont amenés à les utiliser. C'était trop... Les profs

décident une assemblée générale où est votée la grève pour le premier jour, suivie de quelques actions. La révolte continue cependant de gronder, et les lycéens passent à l'offensive... Jeudi dernier, ils convoquent à leur tour une assemblée générale, et proposent pour le lendemain matin un vote sur la grève. Les lycéens sont pour, les profs les suivent. La retenue du proviseur est également décidée, ainsi que l'occupation des locaux administratifs, nuit et jour. Ils entendent ainsi démontrer leur détermination à aboutir sur les revendications en cours et se sont organisés en comité de grève pour organiser celle-ci, et en coordination avec les autres lycées. Ceux de Le Corbusier n'hésitent pas en effet à se

déplacer, et donnent parfois un coup de pouce pour relancer d'autres bahuts dans le mouvement. Ainsi, mercredi, ils décidaient les gars de deux proches bahuts, à durcir l'action : Henry Vallon, également d'Aubervilliers était alors occupé et le proviseur retenu, le lycée de Saint Denis était également occupé...

Les lycéens, sentant que les profs ne tiendront pas longtemps leur grève de soutien, notamment pour des raisons financières, envisagent sérieusement de durcir le mouvement. Plusieurs lycées des environs viennent à Le Corbusier, prendre des nouvelles, et discuter des méthodes d'organisation. «Le mouvement actuel dans les lycées correspond aussi à un ras-le-bol» explique un jeune de Le Corbusier. «Beullac était ministre du chômage l'an dernier ; maintenant il est à l'éducation, il y a des relations... On nous prépare au chômage. Mais quand on s'en prend à lui, ce n'est qu'un mailon de l'entreprise... Nous sommes prêts à aller jusqu'au bout !»

Pierre CHÂTEL

## Vitry

## Des lycéens du LTE LEP Chérioux bloquent la Nationale 7

La grève de 3 jours des enseignants et des lycéens qui la semaine dernière a contraint l'administration à céder sur quelques points :  
- déblocage de deux 1/2 postes,  
- aménagement des salles  
- achat de matériel pédagogique.

Mais rien n'a été obtenu sauf des promesses. Sur le problème essentiel : la sécurité dans les ateliers : pas de ventilation en plomberie, (2 profs ont des taches aux poumons), installation vétuste, pas de mise à la terre des machines, vestiaires insalubres).

Mercredi, les profs ayant arrêté la grève, les lycéens décidaient en AG de la continuer. Jeudi matin, ils occupaient l'ancienne cantine désaffectée, (il n'y a pas de foyer à Chérioux et le proviseur refuse une salle de réunion) et préparaient les banderoles pour la manifestation où ils se retrouvaient une centaine. Vendredi ils réoccupaient la cantine (dont les portes avaient été clouées par l'administration...) et décidaient de bloquer la nationale 7 pendant 1/2 heure

avec banderoles et tracts distribués aux automobilistes.

Samedi matin, l'APE Cornec appelait à son assemblée de rentrée. 200 parents étaient venus. Face aux problèmes (sécurité non assurée, crédits insuffisants pour le chauffage : il manque 27 millions AF pour finir l'année) certains

parents proposaient l'occupation avec les lycéens. Mais seule l'idée d'une pétition portée en délégation à la préfecture a été prise en compte par le bureau de l'APE Cornec, pétition et délégation dont on sait par avance l'inefficacité... Les lycéens se retrouvent en AG lundi matin pour faire le point de la situation.

Correspondant



## INFORMATIONS GENERALES

## 77 - 78 : une récolte record pour l'hydroélectricité

## EDF DÉBORDÉE PAR LES EAUX

Selon une note d'information d'Électricité de France en date du 26/09/78, l'année 1977 et les huit premiers mois de 1978 se révèlent tout à fait exceptionnels pour la production d'électricité hydroélectrique. Ainsi, la production 1977 a été de 31 % supérieure à la moyenne des années passées et celle du début 1978 l'est

encore de 29 %. L'année 1976, année de la sécheresse, avait par contre obligé EDF à faire appel de façon inhabituelle aux centrales thermiques, en raison de la pénurie d'eau.

La raison principale de la bonne production 77-78 tient à l'abondance des chutes d'eau et de neige, alliée à la fraîcheur du

printemps 1977, qui a étalé sur plusieurs mois la fonte des quantités énormes de neige accumulées en montagne. La succession d'une année de sécheresse et d'une année de grosses pluies est un phénomène qui ne se produirait que très peu de fois en un millénaire, selon les statisticiens d'EDF qui ne disposent pas de données remontant suffisamment

loin dans les siècles passés pour chiffrer avec précision cette probabilité.

EDF reconnaît par ailleurs que, malgré une fonte des neiges progressive, ses installations n'ont pu «étaler» correctement l'abondance du stock hydraulique. Ainsi, des lâchages d'eau ont été opérés, lorsque la capacité des usines hydroélectriques, ou du réseau de transport

s'est trouvée débordée. De plus, les intensités de courants très importantes que les lignes à haute tension ont dû transporter, ont provoqué d'importantes pertes par échauffement. Malgré ces difficultés, EDF a pu économiser 4 millions de tonnes de fuel.

Le caractère exceptionnel des deux années passées ne doit pas empêcher de faire quelques remarques à propos de la politique hydroélectrique gouvernementale : celle-ci est gelée depuis le milieu des années cinquante ; les seuls projets actuels d'équipement visant seulement à régulariser certains cours d'eau pour assurer un bon refroidissement des tranches nucléaires en

construction. Bien qu'il soit difficile de s'appuyer sur une estimation chiffrée, il est clair qu'une quantité importante d'énergie sous forme d'eau en mouvement est restée inutilisée et le restera tant que le choix du tout-nucléaire sera maintenu. D'autre part, la perte d'énergie au cours du transport n'est pas imparable : les recherches actuelles sur la supraconductivité (conductivité électrique de métaux maintenus à une température proche du zéro absolu) laissent à penser qu'il sera possible de les réduire considérablement. A condition qu'un effort suffisant soit consenti dans cette direction.

E.B.

## Barrage de Villerest : où en est-on ?

Tout le monde a pu prendre connaissance, par la presse quotidienne, de l'annonce par l'institution interdépartementale, du début des travaux du barrage de Villerest.

On annonce donc comme imminent le démarrage des travaux, malgré le recours engagé au conseil d'État contre l'utilité publique du projet par le conseil municipal de Roanne, les deux comités de défense et les organisations agricoles de ce département.

Force est de constater qu'une fois qu'un projet est programmé en haut lieu, les pouvoirs publics n'hésitent pas à transgresser la légalité, bafouer la démocratie pourtant tant vantée.

Il y a plus d'un an que le dossier de recours a été déposé au conseil d'État. Nous venons d'apprendre que celui-ci est actuellement étudié par les différents services concernés.

L'administration a mis à profit cette période pour accélérer le mouvement, de façon à créer pendant ce temps un point de non retour, une situation irréversible, sans même que toutes les études demandées n'aient été réalisées et publiées.

Bel exemple de démocratie et de prise en considération des nombreuses réclamations formulées lors de l'enquête par les populations locales, les associations, les élus, qui jusqu'ici sont restées, pour la plupart, sans réponses claires.

Pour le moment, l'administration est en train d'acheter les terrains «à l'amiable».

Pourtant, tout n'est pas perdu. Le conseil d'État n'a

pas encore rendu son verdict. Osera-t-on véritablement débiter les travaux avant, au risque de créer un nouveau scandale du type de la Villette.

Nos parlementaires ne vont-ils pas dénoncer cette façon de faire ? Pour notre part, nous ne devons pas rester inactifs devant cette situation intolérable. Il faut réagir pour que notre point de vue exprimé à l'enquête soit pris en considération.

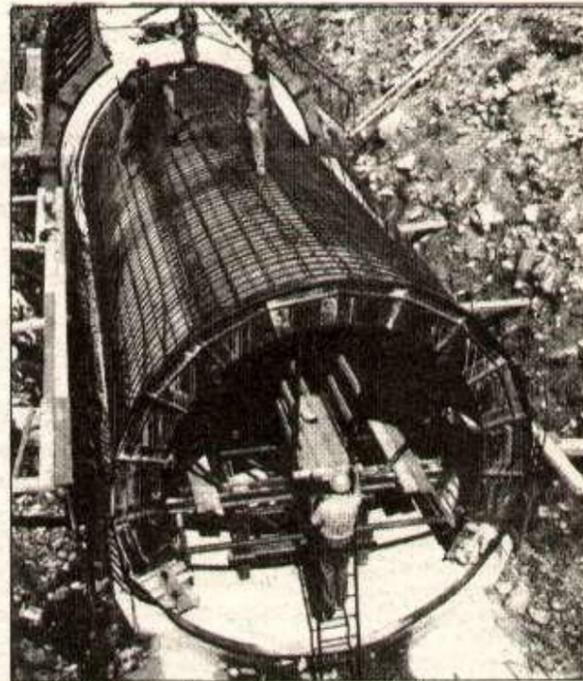
Pour l'immédiat, le comité agricole va organiser des réunions d'information et de réflexion dans les communes directement concernées par le barrage pour informer les populations de leurs droits.

Nous devons dénoncer la légèreté des études de financement du projet. Parti d'un devis de 188 millions de francs en 1975 et révisé à 325 millions en décembre 1976, il se situe maintenant à 400 millions de francs. D'énormes problèmes de financement se posent donc, à tel point que «l'on ne sait pas, où on va trouver le financement complémentaire».

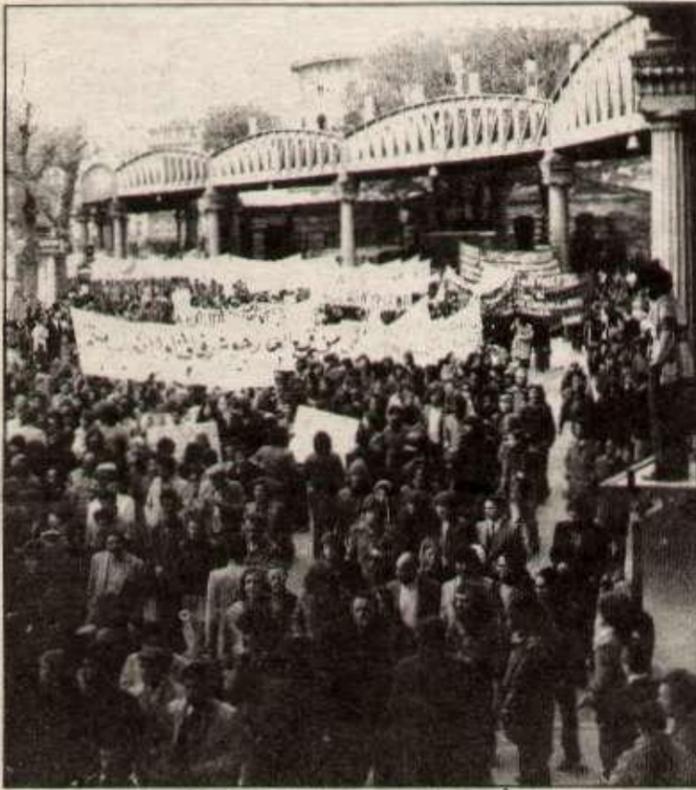
Nous devons tous nous rassembler pour dénoncer cette situation et faire avancer notre position, pour préserver l'agriculture et l'avenir économique de notre région. Si nous ne le faisons pas, personne ne le fera à notre place.

Sachons profiter de toutes les occasions.

Comité Agricole de Défense contre le barrage de Villerest  
extrait de Paysans de la Loire du 16.09.78



Conduite forcée hydraulique, qui entrera en service en 1979 et apportera 600 millions de KWH.



● En ce moment pas un jour ne se passe sans que la Sonacotra ne traîne des résidents devant les tribunaux dans l'espoir de casser une grève qui dure depuis 4 ans.

Aujourd'hui cette grève rassemble 45 000 résidents. Pour faire le point sur l'offensive de Stoléro et sur la riposte, *Le Quotidien du Peuple* et *L'Humanité Rouge* ont rencontré des représentants du Comité de coordination Sonacotra.

## FOYER SONACOTRA

# Elargir la mobilisation

# FAIRE ECHEC AUX EXPULSIONS

## INTERVIEW DU COMITE DE COORDINATION

— Avant les vacances, Stoléro déclarait qu'il voulait en finir avec la lutte des foyers Sonacotra. Dans le même temps, une centaine de résidents, délégués de foyers ou résidents combattifs, étaient trainés devant les tribunaux par la Sonacotra, qui demandait leur expulsion s'ils ne payaient pas leur «retard» de loyer. Peux-tu nous dire comment s'est déroulée cette offensive ?

On peut déjà dire que ce n'est pas du tout une victoire pour la Sonacotra, au contraire. Beaucoup de procès ont été reportés, et on n'a pas encore tous les résultats des jugements, ce n'est pas fini. Mais cette semaine encore, la Sonacotra a essuyé les défaites. Par exemple le tribunal de Sannois a refusé de condamner les résidents et a décidé qu'un expert devait enquêter sur la réalité des foyers. Ce qui prouve bien que les dossiers de la Sonacotra sont vides.

Il y a eu par contre des problèmes dans certains foyers, où la CGT a assuré la «défense» de résidents, comme à Gennevilliers. Cela, sans consulter les résidents. L'avocat de la CGT est arrivé au tribunal en disant : «Nous acceptons de payer, mais ne condamnez pas les résidents. Nous sommes prêts à donner des acomptes, à arrêter la grève des loyers et à payer le retard». Mais les résidents ne sont pas d'accord, parce que la Sonacotra a maintenant un certain moyen de pression : si les résidents ne paient pas, comme s'y est engagé à leur place l'avocat de la CGT, ils risquent l'expulsion. Et surtout, ce compromis ne règle rien des revendications des travailleurs. Après des années de lutte, ils se retrouveraient comme avant sur tous les points ! Ils ont donc décidé de continuer la lutte avec l'ensemble des résidents, et de rejoindre le Comité de coordination.

La Sonacotra a essayé encore un autre échec. Au lieu de se

laisser intimider par ces poursuites, d'autres foyers sont entrés en lutte cet été, en particulier dans l'Est de la France. En juillet, le tribunal avait décidé d'expulser 9 camarades au 15 août, à Metz. Il y a eu une telle mobilisation, en particulier une très grande manifestation le 13 août, malgré la période de congés, qu'ils ont du reculer. Il y a eu aussi un meeting le 23 septembre, et d'autres manifestations. La mobilisation est si forte qu'on peut dire que Stoléro a subi une défaite.

— Reste le problème du soutien des travailleurs français...

C'est vrai, et pourtant la question du logement touche tous les travailleurs. Mais il y a un gros manque d'explication. Par exemple, certains ont dit qu'on refusait de payer les loyers. Si les travailleurs français pensent que c'est vraiment ça, c'est normal qu'ils ne soient pas d'accord, quand on voit les loyers qu'ils doivent payer eux-mêmes. Ils ne connaissent pas vraiment notre situation. Ceux des résidents qui ne sont pas au chômage sont presque tous au SMIC. Par exemple, un camarade qui a été expulsé en avril 76, quand Poniatowski avait expulsé 18 délégués des foyers, est au chômage depuis qu'il est revenu. Son patron l'a licencié pour «abandon de poste» ! Et comme il est resté expulsé un an, il a perdu ses droits à la sécurité sociale, et il ne touche qu'un peu plus de 13 F par jour. Aujourd'hui, en tant que travailleurs immigrés, on est devenu la cible du gouvernement, qui veut nous faire passer pour responsables du chômage. Vous avez entendu ce qui s'est passé aux entrepôts du Printemps à Saint Denis. Sous prétexte de vols, la police a extorqué à des employés immigrés une démission... Les travailleurs français ne connaissent pas bien non plus les conditions de logement que nous avons ici : des chambres de 8 m<sup>2</sup>, pas de liberté... Aucune norme

de sécurité n'est respectée. Ce que nous demandons, c'est d'avoir les mêmes libertés que dans les HLM : que les gardiens ne puissent pas rentrer à n'importe quelle heure dans les chambres, par exemple.

Et sur cette question les partis de gauche, qui disent soutenir les travailleurs, font en fait le contraire. Pourtant, ils connaissent très bien notre situation. A Saint Denis par exemple, la municipalité PCF a elle-même donné son accord quand le foyer a été construit. Elle a parfaitement été au courant des dimensions des chambres... Et elle a laissé faire. Ici, elle prétend qu'il y a trop d'immigrés, et que ça développe le racisme. Pourtant, dans chaque foyer, il y a plus de 10 nationalités, et nous avons réussi à faire l'unité. Le PCF, lui, fait tout pour entretenir cette division. Il dit partout que nous sommes gauchistes, il essaie de faire peur avec ce mot. Et dans les faits, il a toujours

essayé d'arrêter la lutte, en entamant des négociations foyer par foyer, dans notre dos. Ce qui lui fait peur, et il a la même peur avec les travailleurs français, c'est les travailleurs qui dirigent leur lutte. Quand nous demandons le soutien, c'est sur la base de notre plateforme, et rien d'autre. Pas pour que d'autres négocient dans notre dos d'autres revendications. C'est ça qu'ils refusent.

C'est quelque chose de très important, et nous y sommes très attachés. Par exemple, les foyers ADEF, AFTAM... sont aussi entrés en lutte. On aurait pu avoir la même attitude que le PCF, arriver et dire : voilà camarades, nous avons 4 ans d'expérience, laissez nous faire... On n'est pas d'accord avec ça. C'est aux résidents de prendre en mains leurs affaires, de prendre leurs responsabilités, de construire leur lutte. Sinon, ce n'est pas la peine, ce n'est pas solide... C'est pourquoi nous demandons

aux travailleurs français, dans leurs syndicats, de se battre pour faire sauter les verrous par rapport au soutien, de prendre eux aussi leur responsabilité, de demander des comptes à leurs directions syndicales. Parce qu'aujourd'hui, partout où des syndicalistes prennent position pour notre lutte, les directions syndicales essaient de les faire taire. Comme elle essaie de les faire taire quand ils travaillent à l'unité des ouvriers sur certaines revendications. Ils nous traitent d'anti-syndicaux, alors que beaucoup d'entre nous sont syndiqués et même délégués. Ils font la même chose avec les travailleurs français, quand ils prennent des positions qui ne collent pas avec leurs projets.

Cette mobilisation, c'est tout de suite qu'il faut la renforcer, sans attendre d'éventuelles expulsions. Si Stoléro et la Sonacotra voient que les travailleurs français nous soutiennent, il leur sera encore plus difficile de nous attaquer.



## LUTTES OUVRIERES

## Après la réunion du bureau national de la CFDT L'unité syndicale au plus bas

● Les rapports entre les 2 confédérations, CGT et CFDT, ne peuvent guère être plus bas qu'aujourd'hui. Sur tous les points, c'est la division la plus totale : réforme des prud'hommes, lutte contre le chômage, débats internes à chaque syndicat... autant de querelles, de pressions... C'est ce qui ressort des discussions du Bureau National de la CFDT, réuni jeudi et vendredi dernier, et des conclusions de la CE CGT, connues quelques jours plus tôt. Par ailleurs, la CFDT a annoncé vendredi son intention de demander une audience à Raymond Barre, pour faire le point et «lui faire part du mécontentement de la CFDT devant les pressions exercées par le gouvernement sur les négociations en cours».

Il y a quelques jours, la direction de la CGT proclamait que 80 % des luttes, dans la dernière période, avaient été menées par la seule CGT, et 20 % avec la participation de la CFDT... et d'autres. Le Cocorico de la direction CGT, qui n'est pas très argumenté d'ailleurs, est vivement critiqué par la direction CFDT. Mais il faut voir comment, avec quel mépris pour les syndiqués CGT, qui auraient tous la mentalité PC de respect religieux des affirmations de leur direction, et qui deviendraient, du haut en bas de la CGT, complètement sectaires.

Sectaire, la direction CFDT ne l'est pas moins, quand elle affirme que les luttes en cours confirment l'efficacité de la tactique CFDT, depuis son recentrage d'avril ! Elle met en avant la lutte des cheminots, comme exemple de cette tactique de «déblocage des négociations». Ça ne saute pas aux yeux...

Sur la question des prud'hommes, la bataille fait rage aussi : la CGT y est farouchement opposée, la CFDT porte «au total une appréciation positive». Visiblement, ce qui contribue le plus aux positions de l'une et de l'autre, c'est la place qu'elle pourra occuper dans cette instance : la CFDT n'y est pas beaucoup représentée aujourd'hui, le nouveau système lui permettra de faire une percée. Quant à la CGT, c'est l'inverse. Car il est pratiquement impossible de se rendre aux seuls arguments de l'une ou de l'autre pour se faire un point de vue sérieux sur la question !

Autre problème d'importance, la lutte contre le

chômage, qui ne donnera pas lieu à des initiatives nationales communes. Maire ironise, en disant de la CGT qu'elle agit sur l'emploi... le 15 novembre. Mais les positions de la CFDT, de Chérèque par exemple, qui affirme assez clairement que la lutte contre le chômage est dépassée, voire réactionnaire, ne sont pas toujours bien reluisantes.

Enfin, dernier point abordé après le B.N. de la CFDT, la questions des pressions de la CGT sur la vie interne de la CFDT, à quelques mois du congrès CFDT de Brest. «Nous sommes obligés de dénoncer les manœuvres en préparation sur nos débats internes», dit Edmond Maire, expliquant que la CGT avait donné à ses organisations la directive de «recenser les endroits où la CFDT avait des difficultés, et de rencontrer les organisations CFDT qui émettent des doutes sur les orientations de la CFDT»...

Ce n'est pas la première fois que de telles pressions existent. Déjà en janvier, au moment du rapport Moreau, la même chose s'était produite. Ce que cherche la CGT, c'est évidemment des gens, dans la CFDT, prêts à défendre ses propres vues, sur la base d'un rejet des orientations actuelles de la CFDT. Sur toutes ces questions, cette bataille de chapelles est particulièrement étrangère aux intérêts des travailleurs. Chaque centrale critique l'autre pour mieux tenir le coup elle-même, pour masquer ses propres difficultés, et éviter de répondre aux questions que leur attitude suscite dans leurs rangs.

Monique CHERAN

## «Les travailleurs de Soloci ne veulent plus redevenir chômeurs»

Le 4 juillet 1977, la société nouvelle Soloci démarrait. Ce redémarrage était la concrétisation d'un accord signé entre la CFDT et Kelder, le nouveau PDG. Pour cela, les travailleurs de Soloci avec la CFDT, avaient lutté pour que leurs revendications : «Chômeurs non, travailleurs oui» devienne réalité. A plusieurs occasions, les travailleurs avec leur section syndicale CFDT, ont dû intervenir pour que soit effectivement respecté le protocole d'accord.

Il y a quelques mois, la direction, non contente de ne pas avoir embauché l'effectif prévu au protocole (14 personnes de l'ex-Soloci sont toujours sans emploi) voulait licencier 14 personnes déjà reprises.

Face à cette perspective, les travailleurs ont réagi et fait reculer la direction.

(Extraits d'un tract CFDT)

## Centre de tri de Pontoise et de Créteil APRES LES PREMIERS ACQUIS DE LA LUTTE...

● Après le premier succès remporté par les postiers du centre de tri de Pontoise, les travailleurs du CTA O4 Créteil ont décidé vendredi soir de reprendre le travail eux aussi. Ils ont obtenu 35 emplois de préposés, 10 emplois d'agents du CTA + 126 F d'indemnité pour la durée de la grève. Les sanctions sont maintenues mais ne seront pas versées au dossier. Il s'agit donc d'un premier recul de la direction des PTT. Il faut le souligner à l'heure où la question de la lutte pour l'emploi, contre le chômage, se pose largement pour les travailleurs. Il n'est pas de coutume de voir les directions

Après huit jours de grève, avec sur la fin l'occupation de leurs locaux de travail, les postiers du centre de tri de Cergy Pontoise ont donc repris le travail, vendredi matin.

Les acquis arrachés par les grévistes sont maintenant connus avec précision. Quels sont-ils ? 1°) L'administration des postes accepte d'embaucher par concours 46 préposés supplémentaires, d'ici la fin de l'année 1979. Rappelons que trois jours avant la reprise, elle n'acceptait que 22 postes supplémentaires.

Autre exigence posée par les grévistes, la levée des sanctions : on sait que, suite à la grève déclenchée début septembre pour protester contre l'intervention des flics sur le centre (sous prétexte de «vois»), des postiers avaient été sanctionnés notamment par des retenues de salaires. Les sanctions sont maintenues mais l'administration s'est engagée à n'en tenir aucun compte pour ce qui concerne les problèmes d'avancement.

Les jours de grève ne sont pas payés : par contre, une somme équivalente à 30 heures supplémentaires est versée, sans que ces heures soient faites. Cela revient à financer quatre jours de grève sur huit.

Le régime des «rentrées» en vigueur ces derniers temps est abrogé. Jusqu'ici, tout postier qui ne travaillait pas tel dimanche, devait à chaque fois un jour de travail à l'administration. C'est le chef de service qui choisissait le jour. Ce n'est plus le cas.

On en revient en fin de compte à la situation qui prévalait à une certaine époque.

En plus des 46 postes nouveaux créés, le secteur des Boîtes Postales est reconnu officiellement : cela se traduira par la création de six postes supplémentaires dans ce secteur. Enfin, quatre autres postes sont octroyés au service général (du tri) pour le début de l'année 1979.

Si l'on examine cet accord, globalement, il est loin d'être négatif puisque les postiers obtiennent le minimum de postes réclamés.

Certes, ce ne sont pas les 134 postes nécessaires. Certes, les postiers de Pontoise reprennent le travail alors que les deux conditions posées au départ, outre les 46 postes, pour la reprise du travail ne sont pas remplies : le paiement intégral des heures de grève et la levée totale des sanctions.

Les postiers de Pontoise en sont bien conscients. «Pour nous, c'était assez difficile de continuer la lutte» expliquait dans la soirée de vendredi un postier militant CFDT, «vu qu'on était relativement seuls. On est 400 bonhommes sur l'ensemble de la région, enfin, de l'île de France : c'est assez léger. A part Créteil, qui nous suit maintenant. On ne pouvait pas, à nous tout seuls ou presque, faire quelque chose. Nous voulions 134 postes supplémentaires. Mais c'était en liaison avec la revendication suivante : 35 heures de jour, 30 heures de travail de nuit. A notre niveau, ce n'était pas possible qu'ils nous l'accor-

(surtout dans le secteur public) céder sur des questions d'effectifs. Cela marque d'autant les acquis arrachés par les postiers de Pontoise et de Créteil.

Il va sans dire que la lutte continue, notamment pour la suppression du type de sanctions contre lesquelles, les postiers ont mené la lutte. Cette lutte qui commençait d'éveiller l'intérêt des postiers, dans les autres centres de tri. Les premiers reculs de la direction des PTT conduiront probablement les postiers à intensifier la lutte pour les effectifs en s'appuyant sur les premiers acquis.

dent. Ils ne peuvent l'accorder que sur toute l'île de France et même toute la France. Il y aurait eu beaucoup d'autres centres de tri en grève, donc avec un rapport de force plus important, c'est sûr que nous continuons la grève. Ça, y'a pas d'histoires. On était prêt. D'ailleurs, on avait déjà occupé la boîte. Et les copains étaient remontés à bloc.»

Une telle explication est suffisamment claire : des reculs significatifs, au delà des acquis arrachés à Pontoise et sur l'ensemble des postes s'entend, nécessitent que les mouvements en cours, dispersés, soient coordonnés, unifiés dans une lutte commune, condition première pour créer

un dynamisme susceptible d'amener une extension rapide à d'autres centres. Les fédérations syndicales ne l'ont pas voulu. Faut-il s'en étonner ? Nous l'avons vu hier, nombre de postiers et particulièrement à Créteil, ne nourrissent plus d'illusions à cet égard. Une partie d'entre eux, tirant le bilan des dernières luttes, en viennent à poser la question : pourquoi ne pas prendre nous-mêmes en main ces tâches ? A l'évidence, le débat n'en est qu'à son début. Mais il existe. Les huit jours qui viennent de s'écouler dans les postes ne peuvent que les nourrir. Et puis d'autres centres continuent la lutte.

Richard FEUILLET

## PTT : débrayages après une agression... pas pour des flics en plus

Vendredi dernier, vers 9 heures, un préposé de Paris 19<sup>e</sup> était agressé. Dès qu'il a eu connaissance de la nouvelle, tout le personnel du bureau a décidé de débrayer, à l'appel des syndicats.

Vers 19 heures, après une heure et demie d'audience avec le directeur d'exploitation Nord, les 3 syndicats, CGT, CFDT et FO prennent la parole devant le personnel réuni dans la cour.

Tout d'abord, la CGT. Elle se félicite d'avoir obtenu de la direction un accord immédiat du préfet pour renforcer la police et l'ilotage sur le quartier. Puis elle passe aussitôt la parole au conseiller municipal PCF Giness, qui assure «de son soutien au débrayage» et se félicite également du renforcement de l'ilotage sur le quartier. Belle démocratie, qui donne la parole au PCF sans se soucier du point de vue des travailleurs, ni de la CFDT !

Aussitôt, la CFDT prend la parole, et dénonce vivement la fausse solution que constitue le renforcement de la police. Elle rappelle les revendications largement débattues après la mort du postier de Paris 20<sup>e</sup> : renforcement des effectifs en premier lieu, transport de sommes moins élevées. C'est bien ce que demandent les postiers !

Correspondant PTT

## Soloci (Koenigsmaker)

# Travailleurs, oui ! Chômeurs, non !

● Le mot d'ordre qui avait fait largement connaître la lutte de Soloci menée pendant quatre mois en 1977 a retenti à nouveau dans les rues de Thionville.

Le 29 septembre, 15 mois après le redémarrage de l'entreprise avec un nouveau PDG, le bilan est à nouveau déposé. Et vendredi 6, la liquidation judiciaire a été prononcée par le tribunal de Thionville.

La menace de licenciement pèse sur les 97 travailleurs de cette usine qui aligne ses ateliers de chaudronnerie, soudure, montage à une dizaine de kilomètres de Thionville. «Ce n'est pas vraiment une surprise» nous dit le délégué CFDT. Car, si 90 jours d'occupation avaient permis d'aboutir à une reprise dans des conditions satis-

faisantes pour les travailleurs, ceux-ci n'ont jamais relâché leur vigilance. Ainsi un des acquis importants concernait le droit syndical et la possibilité de tenir régulièrement des assemblées générales.

Et aujourd'hui, ils se demandent si le PDG actuel ne s'était pas vu confier le rôle de résorber cet abcès de fixation des luttes, bien

embarrassant à quelques mois de la période électorale, qu'était devenue l'occupation de Soloci.

Dès les premiers signes de difficultés, les Soloci ont repris la lutte : manifestation à la sous-préfecture et au tribunal, information à la population et aux usines touchées par le chômage...

Avec l'annonce de la liquidation, ils sont bien décidés à reprendre l'occupation de l'usine.

Résumant les acquis de la lutte de l'an dernier, un gréviste disait alors au Quotidien du Peuple : «Par notre expérience, on a découvert beaucoup de cho-

ses : l'importance de l'occupation, de la démocratie, des discussions, de l'initiative, de la réponse du tac au tac, de l'unité et de la popularisation autour des luttes, (par des comités de soutien par exemple), et de la coordination de celles-ci.»

Aujourd'hui, les travailleurs de Soloci sont bien déterminés à réinvestir cette expérience dans la lutte qui reprend. C'est ce qu'exprime le délégué syndical : «Nous avons déjà beaucoup d'idées et de projets. Mais nous allons faire un effort particulier pour la coordination.»

• *Les propos de Giscard au Brésil, félicitant Geisel pour sa «droiture», ses efforts pour «faire passer avant tout le bien-être, le progrès et la dignité du Brésil», constituent un aval incontestable à la dictature brésilienne, de même que l'affirmation, surprenante et inquiétante à la fois, que français et brésiliens sont rattachés aux mêmes valeurs de dignité pour les hommes». Caution apportée à l'oppression des masses brésiliennes contre des marchés et des facilités aux entreprises françaises. Voilà à peu près le marchandage auquel s'est livré Giscard.*

#### L'«OUVERTURE GRADUELLE» DE GEISEL

Depuis quelques mois, un certain nombre de mesures et de réformes politiques ont été mises en œuvre au Brésil. La plus spectaculaire peut-être est l'abolition de la censure sur la presse qui peut aujourd'hui parler de la torture, du mouvement étudiant ou des difficultés de l'économie. La reconnaissance de l'habeas corpus, au moins pour la classe

## Brésil : la «démocratie relative» de Giesel UN ARBITRAIRE LEGAL

politique, la suppression de l'Acte Constitutionnel n°5 qui donnait les pleins pouvoirs au Président de la République en suspendant toutes les garanties individuelles, les projets pour donner un peu plus d'autonomie au législatif et au judiciaire sont des signes effectifs d'une certaine «ouverture» qui tend à rétablir un état de droit.

#### LIMITES ET FAUX-SEMBLANTS

Là s'arrête pourtant l'ouverture. Il faut d'ailleurs rappeler que depuis que les militaires ont pris le pouvoir en 1964, la dictature a connu des formes juridiques diverses, n'incluant pas forcément l'Acte n°5. Par contre, la doctrine de base de la dictature, la «sécurité nationale» reste, elle, toujours en vigueur et doit seulement être aménagée ultérieurement. Le principe de sécurité nationale amène à

traiter comme «ennemi intérieur» tout opposant quel qu'il soit à l'actuel modèle économique brésilien : communiste, syndicaliste, militant catholique de gauche, ou simplement paysan qui veut continuer à cultiver la terre de ses ancêtres, ouvrier qui essaie de comprendre les variations de sa feuille de salaire.

Le principe est maintenu, et les moyens de l'appliquer sont conservés : le service national de renseignements, les polices parallèles non officielles, mais couvertes par le régime, comme l'Escadron de la mort, les centres de torture, les disparitions, les rafles, les assassinats politiques. La répression prend des formes plus subtiles et plus sournoises. Il n'y aurait que 300 prisonniers politiques, mais la police arrête, détient pendant un certain temps, torture et puis relâche les opposants parfois au bout

de 15 jours. Ce genre de pratiques est plus difficile à chiffrer et à dénoncer qu'autrefois, mais elle reste une manière de gouverner pour la dictature. L'acte institutionnel n°5 est remplacé par des «mesures d'urgence» : état de siège l'échelon d'un état, état d'urgence et enfin état de siège proprement dit.

Enfin, un des aspects le plus souvent avancé par Geisel pour prouver qu'un processus de redémocratisation est engagé, c'est le retour au pluralisme des partis, alors que jusqu'ici à présent, à côté de l'Arema, le parti du pouvoir, seul le MDB (Mouvement Démocratique brésilien) était toléré. En réalité, de multiples conditions et obstacles sont prévus pour contrôler étroitement le processus : tout nouveau parti doit pouvoir se recommander de l'appui de 10 % des «élus», tout programme politique doit être soumis au tribunal électoral

suprême : champ d'application privilégié pour le principe fasciste de la «sécurité nationale».

#### LES DROITS SYNDICAUX N'EXISTENT PAS

En définitive, l'ouverture dont il est question peut intéresser une partie des classes moyennes qui se sont développées grâce au «miracle» brésilien. Elle peut élargir ou renouveler le personnel politique, créer un semblant de vie politique, une apparence de jeu parlementaire, pour autant que n'est pas remis en cause le modèle de développement économique qui prévaut actuellement : une industrialisation rapide et brutale, qui passe par l'écrasement des petits paysans, un fort taux de chômage, une classe ouvrière sous-payée, une concentration des richesses sans précédent, une «frange» — 30 millions d'habitants — délibérément sacrifiée, en état de faim permanente et maintenue dans l'analphabétisme. La seule réforme qu'il n'est pas question de faire, c'est celle des droits de la classe ouvrière, et notamment revenir sur l'absence de libertés syndicales. La revendication du droit de grève, de réunion, d'élections libres et délégués est considérée par la dictature comme une attitude radicale ! Les grandes grèves ouvrières du printemps et de l'été dernier à Sao Paulo, dans l'automobile, le textile, la métallurgie et la chimie, ont provoqué des inquiétudes chez les militaires. Ceux-ci sont prêts aux réformes à condition que soit préservé le pouvoir, tout le pouvoir de leur classe. Pour formelles qu'elles soient, les réformes en cours, qui légalisent

sent une fois encore l'arbitraire, peuvent être utilisées et élargies par le mouvement des masses ouvrières et étudiantes qui a fait preuve d'une grande vitalité l'an dernier.

#### L'ECHÉANCE BIDON DU 15 OCTOBRE

C'est de ce mouvement des masses et des contradictions qu'il suscite dans les casernes qu'il faut attendre des changements au Brésil, et non pas des différentes échéances électorales prévues pour cette année. Le 15 octobre en effet, le successeur de Geisel, à la présidence de la République doit être nommé par un collège de grands électeurs : parlementaires et représentants des 22 états, placés directement par le pouvoir. Le successeur désigné par Geisel, le général Figueiredo, ancien chef du service de renseignements est sûr de l'emporter. Tellement sûr que son concurrent, le général Euler Bentes, qui faisait figure il y a quelques mois encore de candidat officiel possible, et qui est à présent soutenu par le MDB, envisageait de se retirer de la compétition. D'ailleurs, Bentes n'est pas précisément un libéral ! De sorte que l'aile «autentica» (radicale) du MDB considère que cette candidature va créer la confusion et sera peu crédible aux yeux des brésiliens les plus conscients et les plus désireux d'un véritable retour à la démocratie.

Car il est clair qu'il ne s'agit pas de retour à la démocratie au Brésil, mais d'une nouvelle mouture d'une dictature que le peuple brésilien rejette.

Hélène VARJAC

## Tunisie PROCES DE L'ANCIENNE DIRECTION DE L'UGTT

• Le procès d'Habib Achour et des 29 autres dirigeants syndicaux reprenait lundi après une interruption de 3 jours. La semaine dernière, le procureur de la cour de Sûreté de l'État avait requis la peine de mort contre les syndicalistes accusés d'être les responsables des émeutes du 26 janvier. Le procès de Tunis a été pendant tout son déroulement un déni de justice : avocats commis d'office, incapacité pour la défense de disposer des délais nécessaires pour étudier le dossier, non-présentation des pièces à conviction. La défense ayant été privée de ses droits, les avocats ont refusé

#### LA TORTURE A L'INTERIEUR DES CELLULES

Et pendant 25 jours en plein hiver nous avons couché à même le sol froid et dégageant une odeur pestilentielle, n'ayant pour couvertures que nos propres vêtements que nous portions depuis le jour de notre arrestation. Certains d'entre nous ont dormi debout contre les murs pendant plusieurs nuits. Quant à l'eau potable, il fallait coller sa bouche à un trou dans le mur des WC pour boire quelques gouttes infectes. A signaler d'ailleurs que l'eau était rationnée : nous y avions droit 2 fois par jour pendant une dizaine de minutes. En ce qui concerne la nourriture, nos repas consistaient en un demi-pain sec trempé dans une eau relevée à l'harissa, et, pour toute la journée.

Signalons enfin que les détenus de la cellule n°1 ont passé 3 jours et 3 nuits debout au milieu de flaques d'eau putride à la suite d'une fuite dans les canalisations des WC.

#### LE DEROULEMENT DES INTERROGATOIRES

On nous a extorqué de prétendus aveux suivant un plan préétabli. Chacun était convoqué tard dans la nuit, ou alors très tôt le matin. Dès qu'il quittait la cellule, il

était pris en charge par 3 agents qui aussitôt le rouaient de coups, le molestent et le couvraient d'injures et de mots grossiers contraires à la morale la plus élémentaire. Ainsi il arrivait au bureau de la personne chargée de l'enquête complètement épuisé et se retrouvait au milieu d'un groupe de tortionnaires qui l'accueillaient à coups de poing en l'insultant et en blasphémant. Ensuite il était contraint de passer aux aveux conformément aux besoins de l'enquête. En cas de résistance il était conduit à la salle des tortures dénommée «la buanderie». (...)

#### LES TRACES ET LES SEQUELLES DE LA TORTURE

##### La mort du regretté H. Kouki

En dépit du tissu de contre vérités tramées pour mystifier l'opinion publique sur la question de cette disparition, la vérité n'a pu être étouffée. Le recours au prétexte de la maladie ancienne ne peut convaincre personne car il y a parmi nous des syndicalistes âgés et atteints de maladies anciennes qui n'ont pas succombé malgré les épreuves. Alors comment Kouki est-il mort ? Il est mort suite aux sévices dont il a été l'objet au cours de l'interrogatoire

de plaider tandis que les accusés refusaient de répondre aux questions du tribunal. Nous publions aujourd'hui la suite des témoignages écrits par les syndicalistes arrêtés et jugés pour leur participation à la grève générale du 26 janvier et détenus à la prison de Sousse. L'un d'eux : Houcune Kouki est mort sous la torture.

Nous publions aujourd'hui la suite des extraits d'une lettre signée par 32 syndicalistes de la prison de Sousse qui témoignent sur les tortures qu'ils ont subies (cette lettre a été publiée par l'hebdomadaire tunisien *Er Rai*).

et des répercussions de conditions néfastes que nous avons connues ensemble quelques jours avant sa mort. Quelques heures après avoir subi un interrogatoire Kouki a regagné sa cellule dans un état de santé déliquescence. Il a passé trois jours de souffrances atroces. Il n'a cessé de boire, et nous a indiqué à maintes reprises les parties de son corps qui le faisaient particulièrement souffrir. La poitrine, l'abdomen et le dos. Nos appels de détresse durant deux jours pour le transporter d'urgence à l'hôpital sont restés vains.

Nous avons expliqué à nos geoliers que Kouki était sur le point de mourir compte tenu des souffrances qu'il subissait. Ils nous ont répondu que s'il mourait, il serait enterré et sa mort serait mise sur le compte des derniers événements.

Le 14 février il a été convoqué pour l'instruction, mais il n'a pu se lever et marcher sans notre appui. Un gardien de la prison l'a alors bousculé en lui disant : «Lève-toi et arrête cette comédie». Il a fallu pourtant le porter à bout de bras jusqu'au juge d'instruction dans un état moribond. Celui-ci a ordonné son transfert à l'hôpital où il a succombé quelques heures plus tard.

Ceci contredit le communiqué de l'Agence TAP qui a déclaré que la police voyant son état se dégrader l'a fait

transporter à l'hôpital. Il faut rappeler que le juge d'instruction a assisté à son autopsie, et il ressort de son rapport qu'il a constaté des bleus au dos et à la poitrine. Est-ce l'effet d'un bon traitement ? (...)

On a par ailleurs déclaré que certains syndicalistes pensaient que leur détention contribuerait à la réalisation de leurs ambitions. Nos détracteurs savent que nous sommes bien au-dessus de ces mesquineries. La preuve est que si nous voulions réaliser des ambitions ou bien servir des intérêts involués, nous aurions vendu notre conscience, trahi notre organisation et soutenu les comploteurs qui voulaient domestiquer notre Centrale, comme l'ont fait quelques opportunistes et défaitistes qui ont trahi la mission qui leur était impartie en échange d'avantages particuliers et d'intérêts sordides.

Nous déclarons de l'intérieur de nos cellules que les informations fallacieuses des mass-média en Tunisie ne peuvent plus induire personne en erreur. Le peuple connaît bien la vérité. Nous lançons un défi à l'agence «honnête» pour lui demander de publier ses références et de nous préciser leurs sources.

Vive l'UGTT organisation nationale, libre indépendante à jamais. Vive la Classe ouvrière !



Le développement actuel du Brésil ne s'accompagne d'aucun droit garanti pour la classe ouvrière et les masses populaires.

— A gauche : les gigantesques buildings de Sao Paulo

# 1978 - 1979 Nouvelle campagne abonnés-amis



Suivre pas à pas, sur le terrain, le développement des luttes ouvrières et populaires ; être là chaque fois que l'exploitation dévoile ses ravages, pour les mettre systématiquement à nu ; témoigner, de manière vivante, de l'évolution complexe de la lutte des classes à l'échelle internationale ; ouvrir, en même temps, le débat au sein du peuple sur toutes les questions qui le concernent : voici, à cette rentrée, quelques unes des ambitions du *Quotidien du Peuple*. Chacun le comprendra, cela demande des moyens.

Nous en avons peu. Nous n'en avons pas assez. Alors qu'il faudrait faire plus et mieux, plusieurs facteurs viennent contrarier nos projets. La hausse du prix des fournitures pèse en permanence sur notre équilibre. L'introduction, par la presse d'argent, de moyens de diffusion nouveaux (télé-impression), trop onéreux pour nous, est venue perturber notre diffusion. L'année qui vient, riche de promesses quant au développement du combat de la classe ouvrière, exige que notre journal relève le gant.

Depuis trois ans, nos lecteurs ont pu juger de l'arme que constitue un quotidien communiste. Tous auront à cœur que le *Quotidien du Peuple* vive, qu'il se développe.

Dans cette bataille, les abonnements sont une question cruciale. D'abord, parce qu'ils apportent une masse d'argent frais. Ensuite, parce que n'entraînant pas les frais considérables de la diffusion en kiosque, ils sont plus avantageux financièrement.

Venant à la rentrée, cette campagne est indispensable pour nous permettre de faire face aux échéances à court terme. Pour peu qu'elle soit menée vigoureusement, elle peut nous permettre de constituer une avance de trésorerie qui nous fait défaut.

Au fil des années, nous avons progressivement rationalisé notre service d'expéditions de manière à répondre promptement et ponctuellement à la demande : de plus en plus, l'envoi du journal s'effectue régulièrement. C'est une raison de plus pour que la campagne abonné-amis 1978 - 79 soit une réussite. Que chaque lecteur régulier trouve un abonné pour le *Quotidien du Peuple*, et notre journal pourra tenir sa place dans les luttes de l'année qui s'ouvre ! En avant pour une campagne massive «abonné-amis» du *Quotidien du Peuple* !

## LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

### A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml.
- *Pékin information*.
- *La Chine en construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

### et à un livre ou un disque au choix

#### PARMI LES LIVRES

- LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG
- ou
- *La France de 68* (A. Delale et A. Ragache)
- 500 affiches de mai 68
- *Kuo Mo Jo* : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
- *Adieu camarades* (Roger Pannequin)
- *Argentine : Révolution et contre révolution* (F. Gèze/A. Labrousse)
- *Salaire aux pièces* (Miklos Haratzi)
- *Ecoles rurales, quel avenir*
- *Nucléaire danger immédiat* (CFDT) et *électronucléaire danger* (groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

#### PARMI LES DISQUES

- *L'homme qui regarde son pays de l'exil* (Higinio Mena, chants argentins)
- *Chants anti-nucléaires* (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et *Argentine Solidarité* (COBAS)
- *Poèmes chantés de Palestine, Svrie et Tunisie* (Hedi Guella)
- *Ils se meurent nos oiseaux* (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

### Sur présentation de la carte «abonné ami» du *Quotidien du Peuple*

#### LIBRAIRIES

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Aix en Provence Librairie quotidienne  
5 rue Félix Gouet (10 %)

Besançon	Lib. Les sandales d'Empédocle (10 %) Place Victor Hugo - 138 Grande Rue.
Bourges	Lib. Nathanaël 4, cours Avaricum.
Brest	Lib. Graffiti (10 %) Place Saint-Louis
Caen	La Licorne (10 %) Rue Froide
Clermont-Ferrand	Lib. Jean Rome (10 %) 1 rue des Gras
Evreux	Lib. Dubois-Dehayes rue Chartraine (5 %)
Grenoble	Le Livre ouvert Cours Fontaine (10 %)
La Rochelle	Lib. La Genette (5 %) Rue Rougemont
Le Mans	Lib. La Taupe 2 quai amiral Lalande (10 %)
Lille	Librairie populaire 40 rue de Guesdes
Lyon	Librairie populaire (10 %) 226 rue Duguesclin (3*)
Marseille	Librairie Lire (10 %) Rue Sainte (1**)
Metz	Librairie Géronimo (10 %) Rue du Pont des Morts
Montluçon	Le Bouillon de culture 15 rue Barathon (10 %)
Nice	Le Temps des Cerises (10 %) 50 bd de la Madeleine
Nantes	Librairie 71 (10 %) 50 bd de la Madeleine
Orléans	Les temps modernes (5 %) rue N. D. de Recouvrance
Quimper	Calligrammes 23 rue du Sallé (10 %)
Perpignan	Le Futur antérieur 22 rue Grande-la-Réal (10 %)
Reims	Le Grand jeu 20 rue Colbert

#### CINÉMAS

Paris	Saint-Séverin 12 rue Saint Séverin (5*) Tarif étudiant : 10 F La Clef 21 rue de la Clef (5*). Tarif étud. Seine Cinéma 8 rue Frédéric Sauton (5*) Châtelet-Victoria 19 avenue Victoria 1**
Lyon	Cinématographe 44 cours Suchet (2*) Tarif collect. (5 tickets : 40 F). Le Canut 32 rue Leynaud (1*) (tarif. étud.)

Nom (en capitales) .....

Prénom .....

Ville .....

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois  - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au *Quotidien du Peuple*

BP 225 75924 Paris Cédex 19.  
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amis», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.



**PROGRAMME TÉLÉ**

**Lundi 9 octobre**

- TF 1**  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - L'espion qui venait du froid. *Film américain de M. Rit (1965). Avec R. Burton, C. Bloom. Film d'espionnage. Un agent anglais a pour mission de « mouiller » un des chefs des services d'espionnage communistes, qui est un ancien des jeunesses hitlériennes.*  
 22 h 50 - Arcana. *L'oreille absolue*  
 23 h 50 - Journal
- A 2**  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 45 - Top Club  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 35 - Exklusif.  
 21 h 35 - Cartes sur table. François Mitterrand. *On évoquera la petite phrase de Rocard, et des mots de Barre.*  
 22 h 35 - L'Europe. *L'Europe des pouvoirs. Raymond Aron pose le problème de la politique de l'Europe : que représente l'Europe au sein de la politique mondiale ? Faut-il qu'il y ait uniformité ou différence dans les décisions politiques prises par chacun des pays européens ? Faut-il une identité internationale sur le plan de la politique extérieure ?*  
 23 h 50 - Journal
- FR 3**  
 19 h 20 - Actualités régionales  
 19 h 40 - Télévision régionale  
 19 h 55 - Il était une fois... l'homme  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
 20 h 30 - Armagedon. *Fable sociale. Un homme se glisse dans les manifestations publiques, et prépare un monstrueux chantage.*  
 22 h 00 - Soir 3

**Mardi 10 octobre**

- TF 1**  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45.  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Il était une fois Walt Disney. *De Fantasia à Disneyland.*  
 21 h 30 - L'aventure polaire. *Troisième émission de Paul-Emile Victor : les Esquimaux.*  
 22 h 30 - Arouapeka. *Variétés.*  
 23 h 30 - Journal et fin.
- A 2**  
 18 h 35 - C'est la vie. *La cuisine du Quercy.*  
 18 h 55 - Des chiffres et des lettres.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - Top club.  
 20 h 00 - Journal.  
 20 h 35 - Les dossiers de l'écran : Les bonnes causes. *Drame judiciaire de Christian-Jaque (1962). Avec Marina Vlady, Bourvill, Pierre Brasseur. Débat : le métier d'avocat.*  
 23 h 15 - Journal et fin.
- FR 3**  
 18 h 30 - Pour la jeunesse.  
 18 h 55 - Tribune libre : *Le bouddhisme.*  
 19 h 10 - Informations.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 40 - Télévision régionale.  
 19 h 55 - Il était une fois... l'homme.  
 20 h 00 - Les jeux de vingt-heures.  
 20 h 30 - Ville sans loi. *Film américain de J. H. Lewis (1955) avec R. Scott, A. Lansbury. Western.*

**ONU : communiqué des non-alignés**

**LA SWAPO MEMBRE DU MOUVEMENT DES NON-ALIGNÉS**

Dans un communiqué, publié à l'issue d'une réunion spéciale tenue en vue de coordonner l'action des non-alignés au cours de la 33<sup>e</sup> session de l'ONU, le mouvement des non-alignés a annoncé la reconnaissance de la SWAPO comme seul représentant légitime du peuple namibien et membre à part entière du mouvement des non-alignés.

Le communiqué dit que les ministres des Affaires Etrangères des non-alignés «rappellent les nouveaux ef-

forts du Conseil de sécurité de l'ONU pour mettre fin à l'occupation illégale continue de l'Afrique du Sud et pour assurer le plus tôt possible l'indépendance de la Namibie par voie d'élections libres et équitables sans la supervision et le contrôle de l'ONU et exigent que l'Afrique du Sud cesse immédiatement d'appliquer les mesures unilatérales au mépris des nations unies».

A propos du Zimbabwe le communiqué affirme «les ministres notaient que

le soi-disant accord de Salisbury de mars 1978 a déjà fait faillite et condamnent toutes les tentatives du régime de Smith pour maintenir son contrôle désespéré et sauvage sur le peuple de Zimbabwe... une solution surable au problème du Zimbabwe ne sera possible que sur la base du transfert total du pouvoir au peuple du Zimbabwe dirigé par le front patriotique».

Après avoir assuré de leur soutien le Mozambique, la Zambie et le

Botswana face aux régimes racistes, les ministres des Affaires Etrangères des non-alignés définissent leur position à propos du Moyen-Orient. «Ils réaffirment qu'une paix juste dans cette région ne sera établie que par une solution fondée sur le retrait total d'Israël de tous les territoires palestiniens et arabes occupés et que sur la base de la restauration du peuple palestinien dans ses droits nationaux, légaux et inaliénables».

G.C.

● **Zambie : réouverture de la frontière avec la Rhodésie**

Le gouvernement zambien a pris la décision de réouvrir une partie de la frontière avec la Rhodésie. Cette frontière avait été fermée en 1973 en application des décisions prises par les pays africains de boycotter le régime raciste de Salisbury. Le président Kaunda a souligné : «Cela ne signifie nullement la réouverture de toute la frontière, ni le rétablissement du commerce avec la Rhodésie».

Dans la dernière période, le gouvernement zambien avait été confronté à de graves difficultés, la fermeture de la frontière empêchant l'exportation du cuivre et l'importation d'engrais par exemple. Il était soumis à d'importantes pressions des milieux d'affaires qui souhaitaient cette réouverture. Bien qu'elle ne soit que partielle, cette décision constitue une rupture avec les pays de la ligne du front qui soutiennent le mouvement de libération du Zimbabwe et appliquent cette politique de blocus. Cette décision intervient également au moment même où les manœuvres impérialistes se multiplient pour frustrer le Front Patriotique des fruits de sa victoire : Smith et l'un de ses fantoches Sithole, sont actuellement en visite aux USA où ils doivent être reçus par l'administration Carter. Avant son départ de Salisbury, Smith s'était félicité de la décision zambienne.

● **La Chine devient membre de la Fédération internationale d'athlétisme**

La semaine dernière, le congrès de la Fédération internationale d'athlétisme a voté par 200 voix contre 153 la réintégration de la République Populaire de Chine et l'exclusion de Taïwan. La recommandation adoptée précise : «L'île de Taïwan est incluse dans les frontières politiques de la République Populaire de Chine». L'entrée de la Chine avait été soutenue par de nombreux pays (Roumanie, Yougoslavie, Japon, Inde, etc.) tandis que le délégué américain s'était prononcé pour le maintien du régime fantoche installé à Taïwan comme représentant de la Chine. Désormais, la Chine membre de cinq fédérations internationales peut être membre du mouvement olympique.

**Le Quotidien du Peuple**  
 Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
 Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
 CCP N° 23 132 48 F - Paris  
 Directeur de Publication : Y. Chevat  
 Imprimé par IPCC - Paris  
 Distribué par les NMPP  
 Commission Paritaire : 56 942

**imro: des travailleurs aux pieds nus**

25<sup>e</sup> épisode **La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes (Extraits)**

**Editions Fédérop**

où on travaillait, j'étais toujours là ! C'est drôle, hein ? Et puis ça appelle à d'autres questions, enfin c'est mon avis. Les gens ne connaissent pas la réalité du chômage : nous on l'a vraiment découvert quand nous sommes allés ensemble à l'ANPE, au mois d'octobre. Ouais, les gens ne connaissent pas la réalité du truc, ça même avec les 90 % on en est pas moins tranquille pour ça. Ce n'est pas parce que tu as ton mandat tous les mois, enfin on se comprend, quand il arrive, sans compter qu'il faut gueuler pour les avoir, que tu es plus tranquille. Non. Et si les gens, et c'est là où je veux en venir, ne connaissent pas le chômage, c'est qu'au niveau syndical on ne fait rien pour sensibiliser les personnes. A croire, et c'est peut-être sûrement ça, qu'eux-mêmes se sentent perdants dans les UL. Pourquoi aucune manif n'est faite à Rouen pour aller gueuler sous les balcons à Lecanuet « du pain, du pain » ? Dans les boîtes, on ne se serre pas les coudes, on se serre ses fesses à soi pour éviter de se retrouver dans le convoi des échoués, on regarde le voisin du coin de l'œil en se disant « lui, celui qui est à côté » : un peu à la guerre comme à la guerre, chacun sa peau, chacun son bout de gras. Non mais c'est ça ! Ça me fait penser aux lycéens qu'on avait vus dans leur école, pour les 100 %, ah non les 10 % ! les 100 % c'est pour plus tard, peut-être même plus tôt. Ils n'ont qu'à en foutre un grand coup, ça dépend d'eux ! Et aussi des autres ! Bon, ouais, quand on était allé à l'école, ils expliquaient qu'avant 68, il y avait les classements, les tableaux d'honneur et toutes ces reliques-là. En fait ça commence à l'école, l'éducation est faite dès le début sur le meilleur. Leur idéologie à eux passe, alors qu'ils disent toujours que c'est un lieu neutre, à chaque coup que dans les lycées il y a des grèves. L'IMRO, c'est la Commune ! (rires) Ouais, moi je préfère ce mot-là à communauté, ça fait un peu « communauté religieuse ». Ou alors « com-

munauté à la campagne » pour cultiver des radis, comme ils disent, macro-machin-chouette — ouais macrobiologique, enfin ceux qui font des conneries du genre dressage de poules et qui subitement s'extasient devant une vache, leur dernière conquête... ou dernière découverte. Je n'ai jamais rien compris aux modes. Tout ça pour dire que j'ai cédé. Calé. Parce qu'au niveau du soutien de syndical, qu'est-ce qu'on a fait pour nous ? Combien de fois on sortait pour les autres et comment on se fait payer en retour par les autres boîtes : maintenant qu'on bouffe de la merde ? Ils sont cinglés ! Ils se disent à coup sûr que les gars de la « Rouennaise » sont assez futés pour s'en sortir tout seuls, qu'on est assez grands, qu'on s'est toujours débrouillé. Et leur logique, c'est « ils peuvent continuer comme ça ». C'est dégueulasse quand je pense à tout ça, j'ai envie de hurler comme les loups. Ouais comme eux, parce que eux aussi sont seuls et quand ils hurlent, ils gênent. Je suis avec vous, les gars, je ne crois pas avoir la tronche du traître, même si vous vous dites sûrement que « ça ne lui coûte pas cher de dire ça ». Je me rends compte de ma connerie. Tant pis. Je me fais avoir de partout. D'un côté j'ai la casquette du fainéant parce que je n'ai toujours pas trouvé de boulot, et de l'autre côté j'ai la casquette du traître parce que je ne suis pas dans la boîte. C'est sûr qu'un béréte c'est pratique, il n'y a pas de côté. La solution, il y en a une, c'est celle qu'on n'ose pas trop avouer à tous, c'est de faire tomber une bonne fois pour toutes les patrons. Pour n'avoir plus jamais à recommencer. Faudrait construire notre monde et notre vie à nous, pour toujours. Pour n'avoir jamais plus à recommencer, car si je cale pour la boîte, c'est aussi parce que j'en ai marre de toujours tout recommencer à zéro. Comme un idiot, je mets bas les marteaux, alors que ce n'est peut-être pas le moment. On est devant un mur, et tout ce qu'on fait devant, c'est — je sais pas, moi, des trucs qui ressemblent

à des fissures, et des fissures, les tauliers s'en foutent bien : ils n'ont qu'à colmater toutes les petites fissures qu'on fait dedans. Et en y allant comme ça, on marche à côté de nos godasses. On serait même plutôt des semelles à côté des godasses, des semelles qui s'usent sur place, elles essaient d'avancer, mais elles n'y arrivent pas parce qu'elles ont oublié le principal : les pompes qui permettront de faire de grands pas en avant. »

Chômage, isolement, déconvenues, impression de ne pas porter des coups décisifs, tout cela venait peu à peu s'additionner. Et quand on ajoute tous ces petits éléments, on fait le bilan. Certains copains tiraient. On vous donnera les chiffres. Mois après mois. Sans gêne aucune. Sans honte. Car les mythes doivent s'effondrer. On ne vous cachera pas la réalité. Là, vous brûlez peut-être du désir de savoir tout de suite combien, hein ? Il existe toujours un petit côté scandale qui chatouille le ventre. C'est normal, on ne vous le reproche pas du tout car cet aspect dénote la volonté de savoir et nous sommes pour. Le droit de savoir de chacun, c'est aussi un peu le pouvoir de tous, non ? Les chiffres que nous vous donnerons seront très probablement utilisés par nos adversaires, adversaires qui ne sont pas nécessairement ceux qui se résument simplement à la trinité « patrons-ouvriers ». Les gens qui utiliseront ces chiffres pour pouvoir mieux nous discréditer, ce sont justement ceux qui portent la responsabilité de ces chiffres. A ces gens-là, nous leur proposons tout simplement d'être tout aussi véridiques que nous le sommes.

**A suivre**

# CESSEZ-LE-FEU FRAGILE AU LIBAN

Depuis samedi soir, le cessez-le-feu, réclamé par le conseil de sécurité de l'ONU dans une résolution et soutenu par les présidents Hafez El Assad et libanais Elias Sarkis réunis à Damas, semble effectif. Après 10 jours de combats, selon un communiqué de la «Force Arabe de Dissuasion», le cessez-le-feu est respecté «à 95 % sur tous les fronts».

Vendredi soir, par un vote unanime des 15 membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, une résolution demandant l'arrêt des combats au Liban a été adoptée. Dans cette déclaration l'ONU demande «à tous ceux qui sont engagés dans les hostilités au Liban de mettre un terme aux actes de violence et d'observer scrupuleusement un cessez-le-feu et une cessation des hostilités immédiate et effective...»

Le cessez-le-feu est entré en vigueur après l'accord du président Assad, réuni à Damas avec le président du Liban Elias Sarkis. Les discussions entre les deux chefs d'Etat se sont poursuivies dimanche. Trois autres délégations représentant le mouvement national libanais progressiste, les partis libanais pro-syriens et les religieux musulmans sont également arrivés à Damas pour engager des conversations avec les dirigeants syriens. Dimanche en fin de matinée, le président Assad a reçu Yasser Arafat, chef de l'OLP.

Le premier ministre libanais Selim Hoss s'est



Samedi encore, après le vote de la résolution du Conseil de sécurité, des échanges de tirs continuaient entre l'artillerie syrienne et celle des milices de droite dans Beyrouth-est. Le cessez-le-feu qui semble entré en vigueur depuis, reste des plus précaires.

félicité de la résolution 436 du Conseil de Sécurité concernant le cessez-le-feu et a ajouté que «tous les espoirs reposent sur les résultats du sommet de syro-libanais de Damas».

D'autre part dans un communiqué le «mouvement national libanais» évoque l'aspect minoritaire des phalangistes et des chamounistes qui musèlent et embrigadent une petite partie du peuple libanais. Il déclare qu'il s'oppose au projet d'envoi de casques bleus qui, risque dit-il, de camoufler une intervention occidentale souhaitée par les milices.

Le cessez-le-feu est effectif à Beyrouth, reste précaire risquant toujours d'être remis en cause comme des dizaines d'autres précédents; dans la mesure où les facteurs de la situation explosive au Liban restent intégralement en place.

## Levallois : quand une PME fait «faillite»

Eljika, ce sont trois ateliers à Levallois (Hauts de Seine) et une petite usine de 80 personnes près de Pontoise. On y fabriquait des pièces de mécanique de précision (pour Dassault principalement) et du matériel hydraulique (essentiellement pour machines agricoles). Au total, 130 salariés, surtout des OP qui occupent leurs établissements depuis 3 semaines : on prétend fermer les portes et les jeter sur le pavé. Les travailleurs ne comprennent pas : les carnets de commande étaient pleins, l'activité rentable à l'évidence.

En fait, une seule chose peut expliquer la décision : une «faillite»... bien orga-

nisée par un patron expert comptable qui s'y connaît et n'a certainement pas manqué de réinvestir dans un secteur plus juteux. «Ça sent l'escroquerie», c'est ce que disent tous les ouvriers.

A Eljika, il n'y avait jamais eu de conflits marquants, la réponse a été pourtant assez nette : l'indignation est grande devant un patron qui profite aussi cyniquement de la crise, au mépris des conséquences.

Un bon nombre d'ouvriers de Levallois habitaient tout près de leur entreprise chose rare en banlieue. S'ils ne sont pas repris, c'est d'abord le chômage, et presque inévi-

## La répression continue dans la CFDT-BNP

Les exclusions massives continuent à la CFDT-BNP. Les choses avaient commencé en janvier 78 quand la direction du syndicat parisien des banques prenait prétexte d'une distribution de tracts par quelques marginaux pour suspendre la section. L'enjeu était le congrès, déjà repoussé plusieurs fois et dans lequel la direction social-démocrate du syndicat parisien se serait à coup sûr fait renverser. La section BNP avec ses 1 000 adhérents était alors, et de loin, la plus forte du syndicat des banques. Une direction de rechange était alors mise en place directement par la direction du syndicat parisien comme c'est devenu le cas chaque fois que «l'on fait le ménage» à la CFDT. Une assemblée générale des adhérents pour trancher les litiges avait été refusée par la direction syndicale. Violations multiples de ses propres statuts, atteintes sans nombre à la plus élémentaire démocratie, le syndicat parisien des banques a tout utilisé, toutes les manœuvres, toutes les magouilles imaginables pour empêcher les exclusions, il refuse la réintégration de militants qui en font la demande. Contre cette politique, il était nécessaire d'organiser une riposte. Les moyens existaient : la puissance, le rayonnement de la section BNP dans le syndicat des banques. Mais, il ne semble pas que jusqu'à présent, une riposte conséquente ait réussi à voir le jour.

tablement, une perte de salaire, la course quotidienne des travailleurs parisiens, chaque matin, chaque soir, d'une banlieue à l'autre.

Pour le quartier, ce serait encore un peu du caractère populaire de Levallois qui partirait.

«Elle faisait du bruit votre usine, confiait une vieille dame, mais je préférerais encore vous voir travailler !». Et puis «on ne se bat pas que pour nous, nous a dit un OP, derrière les 130, il y a nos familles et les boîtes qui travaillent pour nous. Il y a une usine de 100 personnes en Savoie qui nous fournissait des pièces et qui a déjà plusieurs mois de factures

impayées. Si l'Eljika s'arrête ils ne tiendront pas !»

L'occupation a été décidée dès l'annonce de la fermeture. Aujourd'hui, le syndicat et le liquidateur voudraient bien que les gars travaillent pour écouler plus rapidement les stocks et liquider les machines. On est certain d'autre part qu'il y a déjà un acquéreur pour le parc de machines modernes d'Eljika.

Mais après ? Avec leur syndicat CGT, les travailleurs refusent d'être dispersés comme ça. Non aux 130 licenciements !

Corr. Levallois

## témoignages

O h 40 gare de l'Est - Le train militaire pour Mulhouse via Belfort s'ébranle, emportant comme chaque lundi sa «cargaison» de soldats du contingent. Comme chaque lundi (peut-être pas), il y a un peu plus de monde qu'à l'habitude et il est difficile de trouver une place même dans les couloirs des wagons. Un petit nombre d'appelés (une vingtaine quand même) se retrouve en raison de l'encombrement dans le couloir des premières classes. (eh oui ! des premières classes apparemment vides dans un train spécialement prévu pour des appelés et déjà bien surchargé - un coin de luxe au milieu de wagons sales et insalubres).

Bien vite, comme à l'habitude on s'allonge tête-mêlée pour dormir (car tout à l'heure à la caserne la journée commencera comme tous les autres jours à 6 h 00) Notre seul, et maigre

privilege c'est donc de profiter d'un couloir dont la moquette est à peu près propre, alors que dans les autres wagons, les copains dorment à même le sol au milieu des mégots et de la crasse, ou s'enferment carrément dans les toilettes. Et puis voilà, chacun s'assoupit ou s'endort...

Tout à coup, vers les une heure, peu avant Troyes, c'est la bousculade ; dans notre brusque réveil, on entend les aboiements des contrôleurs. Des gars tentent de s'échapper, rien à faire, la porte est bloquée par un jeune contrôleur fringant, dont la casquette affiche trois étoiles. Il veut nous coller une amende, déclaire

## Train-train

re que nous voyageons illégalement en première !

Et, verbalise avec détermination les deux premiers d'entre nous. L'un d'eux vient du Sud de la France et il a déjà passé entre six et huit heures dans le train (et le prix de son billet lui a déjà coûté entre 40 et 50 francs - soit 1/5 de sa solde). Le contrôleur lui colle 60 francs de supplément (soit un prix de billet qui lui revient à près de la moitié de sa solde). Mais voilà qu'un autre contrôleur (quatre étoiles, celui-là) intervient du fond du couloir, disant de laisser tomber et de ne pas verbaliser.

Malgré tout notre petit contrôleur trois étoiles termine sa

«besogne» et laisse nos deux camarades avec leurs 60 francs d'amende. Devant cette injustice, et quasiment ce vol, l'un d'eux s'énerve (qui ne s'énerverait pas en voyant la moitié de son «salaire» disparaître en un voyage ?) et lui demande son numéro ; celui-ci refuse, s'emporte et tente d'atteindre le wagon suivant non sans bousculer quelques appelés qui se trouvaient là, non sans faire remarquer ses pleins pouvoirs sur le train et sur ses passagers. Face donc à ce refus, notre camarade n'envisage qu'une seule solution, celle de prendre sa casquette !

Trois étoiles s'échauffe, pousse violemment l'appelé, le

malmène, l'agresse, lui demande sa carte de circulation et le menace de représailles de la part de la SNCF et de son régiment... (on sait qu'en ce qui concerne les militaires du contingent, la SNCF et l'armée marchent main dans la main et que toute infraction à la SNCF entraîne souvent des punitions au régiment). Finalement tout pâle de colère, il quitte le wagon, enjambant avec négligence des appelés encore endormis, sans craindre de marcher sur une main ou de donner un coup de pied par mégarde...

Voici donc, comment se règlent dans les trains militaires voyageant de nuit les problèmes de surcharge, comment se règlent les inégalités et comment une moitié de solde s'envole en fumée.

Un appelé